



**CITC**

CANADIAN ISSUES  
THÈMES CANADIENS

Thomas H. B. Symons  
Desmond Morton  
Donald Wright  
Bob Rae  
E. A. Heaman  
Patrice Dutil  
Barbara Messamore  
James Daschuk

Un regard (an)historique sur

# JOHN A. MACDONALD ?

Considérer le 1<sup>er</sup> premier ministre  
du Canada dans le contexte  
de son époque et de la nôtre

Été 2015





ÉTÉ 2015

- 3 *Introduction*  
Réinventer Macdonald  
Randy Boswell
- 6 John A. Macdonald:  
fondateur et créateur  
Thomas H. B. Symons
- 11 John Alexander Macdonald :  
un homme façonné par son époque  
Desmond Morton
- 14 Le portrait biaisé d'un biographe révèle  
de dures réalités à propos de l'histoire  
Donald Wright
- 19 Un temps pour la réflexion, la vérité  
et la réconciliation  
Bob Rae
- 23 La quête de Macdonald pour la prospérité a  
triomphé des conflits identitaires et sociaux  
E. A. Heaman
- 28 Le succès durable de Macdonald  
au Québec  
Patrice Dutil
- 34 Un homme extraordinaire et imparfait,  
impossible à idéaliser  
Barbara Messamore
- 41 Macdonald : à son époque et à la nôtre  
James Daschuk



PRÉSIDENT/PRESIDENT

Jocelyn Letourneau, Université Laval

PRÉSIDENT D'HONNEUR/HONORARY CHAIR

The Hon. Herbert Marx

SECRÉTAIRE DE LANGUE FRANÇAISE ET TRÉSORIER/  
FRENCH-LANGUAGE SECRETARY AND TREASURER

Vivek Venkatesh, Concordia University

SECRÉTAIRE DE LANGUE ANGLAISE/ENGLISH-LANGUAGE SECRETARY

Dominique Clément, University of Alberta

REPRÉSENTANTE ÉTUDIANTE/STUDENTS' REPRESENTATIVE

Celine Cooper, University of Toronto

REPRÉSENTANT DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU YUKON/  
BRITISH COLUMBIA AND YUKON REPRESENTATIVE

Peter Seixas, University of British Columbia

REPRÉSENTANTE DU QUÉBEC/QUEBEC REPRESENTATIVE

Yolande Cohen, UQAM

REPRÉSENTANTE DE L'ONTARIO/ONTARIO REPRESENTATIVE

Eve Haque, Ryerson University

REPRÉSENTANT DE L'ATLANTIQUE/ATLANTIC PROVINCES REPRESENTATIVE

Jeanne-Mance Cormier, Université de Moncton

VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF/EXECUTIVE VICE-PRESIDENT

Jack Jedwab

DIRECTEUR DES PROGRAMMES ET ADMINISTRATION/  
DIRECTOR OF PROGRAMMING AND ADMINISTRATION

James Ondrick

DIRECTRICE DES PUBLICATIONS/DIRECTOR OF PUBLICATIONS

Sarah Kooi

COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS/COMMUNICATIONS COORDINATOR

Victoria Chwalek



RÉDACTEUR EN CHEF/EDITOR-IN-CHIEF

Randy Boswell

DIRECTRICE À LA RÉDACTION/MANAGING EDITOR

James Ondrick

TRADUCTION/TRANSLATION

Victoria Chwalek

GRAPHISME/DESIGN

Bang Marketing : 514 849-2264 • 1 888 942-BANG  
info@bang-marketing.com/www.bang-marketing.com

PUBLICITÉ/ADVERTISING

james.ondrick@acs-aec.ca/514 925-3097

ADRESSE AEC/ACS ADDRESS

1822, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (QC) AECH3H 1E4  
514 925-3096/general@acs-aec.ca



Patrimoine  
canadien

Canadian  
Heritage

Canada History Fund  
Fonds pour l'histoire du Canada

Canadian Issues/Thèmes canadiens is a quarterly publication of the Association for Canadian Studies (ACS). It is distributed free of charge to individual and institutional members of the ACS. Canadian Issues is a bilingual publication. All material prepared by the ACS is published in both French and English. All other articles are published in the language in which they are written. Opinions expressed in articles are those of the authors and do not necessarily reflect the opinion of the ACS. The Association for Canadian Studies is a voluntary non-profit organization. It seeks to expand and disseminate knowledge about Canada through teaching, research and publications.

Canadian Issues/Thèmes canadiens est une publication trimestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Elle est distribuée gratuitement aux membres de l'AEC. CITC est une publication bilingue. Tous les textes émanant de l'AEC sont publiés en français et en anglais. Tous les autres textes sont publiés dans la langue d'origine. Les collaborateurs et collaboratrices de Thèmes canadiens sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes est un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche est les publications sur le Canada.

Canadian Issues/Thèmes canadiens acknowledges the financial support of the Government of Canada through the Canada History Fund of the Department of Canadian Heritage for this project.

Canadian Issues/Thèmes canadiens bénéficie de l'appui financier du Gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour l'histoire du Canada du ministère du Patrimoine canadien pour ce projet.

## LETTERS/COURRIER

**Comments on this edition of Canadian Issues ?**

**We want to hear from you.**

Write to Canadian Issues – Letters, ACS, 1822A, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4. Or e-mail us at <james.ondrick@acs-aec.ca> Your letters may be edited for length and clarity.

**Des commentaires sur ce numéro ?**

**Écrivez-nous à Thèmes canadiens**

Courrier, AEC, 1822A, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4. Ou par courriel au <james.ondrick@acs-aec.ca> Vos lettres peuvent être modifiées pour des raisons éditoriales.



@CanadianStudies

ISSN 0318-8442 (print) | ISSN 2368-9773 (online)

# INTRODUCTION RÉINVENTER MACDONALD

John A. Macdonald a été, même à son époque, le centre de vives controverses. Il a été premier ministre pendant près de 19 tumultueuses années, à partir de la petite enfance du Canada lors de la Confédération jusqu'à son adolescence de la fin de l'époque victorienne; toutes ces années au pouvoir ont garanti à ce titan politique né à Glasgow, élevé à Kingston et confortablement établi à Ottawa, le développement d'une relation d'amour-haine avec les citoyens du pays qu'il a créé.

Deux siècles après sa naissance et près de 125 ans après sa mort, Macdonald est à nouveau au cœur d'une tempête : était-il, en réalité, irrémédiablement raciste ? Était-il corrompu ? Ou était-il simplement imparfait, un grand visionnaire avec des défauts mineurs qu'il faut noter, mais auxquels nous ne devrions pas nous attarder ? Nous nous posons ces questions parce que, étant Canadiens, nous prenons non seulement notre histoire au sérieux, mais nous sommes aussi très prudents lorsque vient le temps de souligner des moments marquants tels qu'un 200<sup>e</sup> anniversaire; nous croyions qu'il est important de prendre un instant et réfléchir sur une façon appropriée de souligner ce moment — devons-nous préparer une célébration patriotique joyeuse – ou une commémoration plus modérée et réfléchie ?

Le passage du temps a adouci certains conflits qui ont une fois fait rage; Riel, le chemin de fer, la Politique nationale et la Confédération elle-même. Un Macdonald hagiographique a progressivement remplacé le voyou charmant et rusé, le bon vivant un peu ivrogne, mais inoffensif, dans l'imaginaire du public et ses défauts plus sombres ont, pour la plupart, été effacés du portrait et laissés de côté pour les recherches de futurs historiens. Mais l'ampleur de l'impact de cet homme sur les années de formation du Canada, et l'approche beaucoup plus critique des dernières décennies de vouloir repenser l'histoire du pays, nous assure qu'un Sir John A. cliché et unidimensionnel ne survivrait pas très loin dans le 21<sup>e</sup> siècle.



Nous avons demandé aux contributeurs de ce numéro d'évaluer les aspects de la vie et de la carrière de Macdonald dans le contexte de son époque, d'évaluer comment ses idées et ses actions pourraient avoir été perçues par ses contemporains. Une grande latitude interprétative a été accordée lors de cette tâche, et nos auteurs partagent leurs divers points de vue; chaque auteur jette un regard en arrière sur plus d'une douzaine de décennies à la recherche de cette figure historique insaisissable debout derrière la représentation trop familière et mythifiée de Macdonald. Notre collection d'articles par ces penseurs éminents ajoute beaucoup plus de profondeur à la perception de plus en plus nuancée de notre premier ministre fondateur du Canada qui se dégage au moment où son 200<sup>e</sup> anniversaire aurait pu produire une représentation superficielle digne de se retrouver sur un timbre.

Parmi nos essayistes, il y a l'historien James Daschuk de l'Université de Regina, dont le livre *Clearing the Plains : Disease, Politics of Starvation, And The Loss of Aboriginal Life* (2013) a reçu nombreux prix, qui remet l'héritage de Macdonald au centre de nombreux débats publics. (L'historien Tim Stanley de l'Université d'Ottawa, dont les écrits sur le traitement de la communauté sino-canadienne par Macdonald ont également permis cette réévaluation, a récemment publié un article sur ce sujet dans un numéro de *Thèmes canadiens*.)

Le professeur Donald Wright de l'Université du Nouveau-Brunswick, qui examine Macdonald à travers les yeux du célèbre biographe Donald

Creighton, démontre la puissance des distorsions qu'un sujet éloigné peut subir sous la loupe d'un historien. La publication de l'essai de Wright coïncide avec le lancement cette année de son nouveau livre très attendu, *Donald Creighton : A Life in History*.

Patrice Dutil de l'Université Ryerson, coéditeur de la récente collection d'essais *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies*, détaille la remarquable trajectoire électorale de Macdonald au Québec, un succès qui a été construit sur des alliances clés et les instincts infailibles d'un maître politicien qui était très au fait de l'opinion publique dans cette province.

Dans son essai, l'historienne Elsbeth Heaman de l'Université McGill examine comment Macdonald a évité les questions identitaires et s'est emparé du pouvoir en ralliant les propriétaires canadiens autour de sa quête nationale pour la prospérité. L'historien Desmond Morton, également de l'Université McGill, souligne la façon dont Macdonald a su maîtriser «la culture de la reconnaissance» — une habileté politique critique à son époque — de sorte à faire comprendre aux premiers agriculteurs et ouvriers d'usine du Canada que leur prospérité dépendait de sa réussite électorale.

Puis, il y a l'historienne Barbara Messamore de l'Université de Fraser Valley qui accorde une «admiration réticente» à Macdonald; bien qu'elle concède au premier premier ministre du Canada une agilité tactique inégalée, elle dénonce le fait que sa flexibilité créative s'est malheureusement étendue à son sens de l'éthique et de la morale.

L'ancien député et premier ministre de l'Ontario, Bob Rae, qui s'était engagé dans un débat en janvier sur l'héritage de Macdonald avec le ministre de l'Immigration Chris Alexander, suggère dans son essai que les Canadiens devraient résister la tentation de tirer des conclusions simplistes sur la place de Sir John dans l'histoire en insistant sur une caractérisation de Macdonald qui souligne à la fois ses qualités de dirigeant lors de la création d'une nouvelle nation et la façon tragique dont il a échoué à trouver des accommodations justes et humaines pour les peuples autochtones du pays.

Enfin, le professeur Tom Symons, président fondateur de l'Université Trent et ardent défenseur des études canadiennes, reconnaît que les critiques sévères abondent, mais rend hommage à Macdonald en tant que l'ultime fondateur et visionnaire du Canada, le plaçant parmi les plus grands hommes d'État du monde et créateurs de nations du 19<sup>e</sup> siècle.

Une enquête nationale récente auprès de 1 500 personnes mandatée par l'Association d'études canadiennes a révélé que les répondants qui étaient les mieux informés sur le traitement des peuples autochtones au Canada à travers l'histoire étaient également plus susceptibles d'affirmer qu'ils ressentent de la fierté envers le pays. Ceci est un résultat rassurant. Alors que certains défenseurs de Sir John A. ont déploré que la récente fête donnée pour son 200<sup>e</sup> anniversaire ait été impoliment assiégee par des critiques, il est peu probable qu'avoire une image moins flatteuse de Macdonald dans nos esprits — une image qui est un reflet plus juste de ses défauts et ses limites — érodera notre patriotisme ou notre sentiment d'attachement envers le Canada. Posséder une appréciation plus nuancée et plus équilibrée du passé, y compris une image plus nette du premier patriarche du pays, est également un élément dont il faut tirer une grande fierté. ♣

**Randy Boswell**

**Rédacteur en chef, *Thèmes canadiens***



# JOHN A. MACDONALD: FONDATEUR ET CRÉATEUR

Le professeur **THOMAS H. B. SYMONS**, enseignant et écrivain dans le domaine des études canadiennes et de la politique publique, a beaucoup écrit sur les questions intellectuelles, culturelles et historiques, et sur les relations académiques et culturelles internationales. Président fondateur de Trent University, il a servi en tant que président et vice-chancelier de 1961 à 1972, et depuis ce temps comme professeur Vanier et professeur émérite Vanier. Nommé au conseil d'administration de la Fiducie du patrimoine ontarien en 2006, il en est devenu le président en 2010.

Alors que le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de la Confédération approche, les évaluations et réévaluations critiques du rôle de Sir John A. Macdonald dans la création de la nation canadienne sont opportunes et bienvenues. Ce texte vise à examiner certaines des évaluations les plus éminentes et critiques de Macdonald qui ont émergé au fil du temps, et de les situer dans le contexte historique approprié. Fondés sur cet examen, six points clés sont ensuite discutés en détail afin de démontrer que sir John A. Macdonald était un homme d'État considérable, possédant la vision, la connaissance, la ruse, le caractère, et le courage pour accomplir de grandes choses. Ses réalisations extraordinaires ont fait de lui l'un des hommes d'État les plus importants de son époque. Il était, en effet, un fondateur et un bâtisseur.

Il est naturel, à l'approche du 150<sup>e</sup> anniversaire de la création de la Confédération canadienne, qu'une bonne partie de l'intérêt public se concentre sur les débuts du pays et, en particulier, sur les Pères de la Confédération. Il est naturel, aussi, qu'une grande partie de cet intérêt se concentre sur la personne clé dans la création et le renforcement de la Confédération, John A. Macdonald — d'autant plus que 2015 marque le 200<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. Il est également naturel que l'examen de la vie de Macdonald, comme pour toutes les vies, produise une variété

d'opinions quant à son bienfondé, son caractère et ses réalisations. Comme tout mortel, et la plupart des dieux, il a ses détracteurs. Ce qui peut être un peu surprenant est l'étendue et la véhémence de certaines des évaluations négatives qui font surface. Dans certains cas, les défaillances et les faiblesses connues du sujet peuvent se trouver dans l'œil du critique autant que dans la nature et les actions de l'homme qu'on évalue. Néanmoins, les évaluations ou les réévaluations critiques de son leadership politique sont les bienvenues et nous sont très utiles.

Certaines des évaluations critiques sont de longue date, tandis que d'autres sont d'origine plus récente, du moins dans leur axe d'évaluation. Elles comprennent les vieilles accusations d'ivresse et de corruption, et maintenant les accusations plus récentes de racisme et de sexisme, pour n'en nommer que quelques-unes. Pas de doute, les opposants et les détracteurs vont ajouter à ces questions et en trouver de nouvelles.

La plus connue d'entre elles est l'accusation d'ivresse, à laquelle Macdonald lui-même aurait plaidé coupable à l'occasion, tout en notant, avec son esprit et sa perspicacité habituelle, que les électeurs ont préféré John A. ivre à ses adversaires sobres. On parle beaucoup de sa forte consommation d'alcool, bien sûr, et il est clair que la régularité et la quantité de sa consommation étaient, en effet, remarquables. Mais, compte tenu de la tristesse dans sa vie personnelle, et le poids de son fardeau public, ainsi que les habitudes de consommation généralisées de

l'époque, sa consommation d'alcool dans le but de se reconforter et de se réfugier peut au moins être compréhensible. Il est remarquable que celle-ci n'ait jamais empiété sur ses lourdes responsabilités, et le pays a donc pu conserver un héritage de vignettes et d'anecdotes qui animent notre histoire politique.

L'accusation de corruption politique est également bien connue. Mais à la base, celle-ci est douteuse. Le principal exemple de corruption est le soi-disant « scandale du Pacifique », dans lequel il est devenu clair que Macdonald, au milieu d'une élection âprement disputée, a demandé une aide financière directement à l'entrepreneur qui, si tout allait bien dans l'élection du gouvernement Macdonald, obtiendrait le contrat pour construire ce qui allait devenir le chemin de fer du Canadien Pacifique. Son cri du cœur dans un télégramme célèbre pria pour « un autre 10 000 \$, la dernière requête ». Ce ne fut pas la première fois qu'un homme politique luttant pour la vie de son gouvernement sollicite un soutien financier de la politique publique et ce ne sera pas la dernière! Le débat faisait rage à ce moment, tout comme aujourd'hui, sur ce genre de tractations qui se produisent dans pratiquement chaque élection importante, peut-être dans tous les pays où l'infrastructure de base est en construction. Les chemins de fer, les canaux, les routes et les transports étaient le domaine privilégié d'une telle interaction entre le gouvernement et le secteur privé. En effet, l'un des prédécesseurs de Macdonald a expliqué les choses simplement, notant que : « Les



chemins de fer sont ma politique.» Il n'y a aucune preuve que Macdonald a personnellement bénéficié financièrement de cette sollicitation, ou, en effet, qu'il n'a jamais bénéficié, ou cherché à bénéficier personnellement de toute autre sollicitation. On peut faire valoir que sa demande faisait partie de la réalité politique des besoins de l'époque, et de la moralité publique de l'époque et de l'endroit. Néanmoins, c'était, au mieux, une pratique problématique et discutable. Est-ce à dire que Macdonald était politiquement corrompu? La réponse la plus pragmatique est sans doute la conclusion quelque peu pieuse d'un de ses grands critiques historiques, le professeur Frank Underhill : « Non coupable, mais ne le faites jamais plus. »

Les accusations de racisme, de sexisme et d'autres points de vue et comportements discriminatoires portées contre Macdonald sont actuellement en vogue. Celles-ci doivent être examinées avec soin. Il est facile de lancer de la boue et c'est très difficile à laver. Quelle est la preuve et comment celle-ci s'applique-t-elle au contexte de l'époque? De l'autre côté, il existe des preuves abondantes de sa gentillesse sincère pour de nombreuses personnes — hommes, femmes et enfants, indépendamment de l'âge, la profession, le statut, la foi, la culture ou la race. C'était dans le camp de ses adversaires que l'on trouve l'expression d'attitudes amères envers ses concitoyens francophones et catholiques. L'empathie de Macdonald pour les gens du pays et les hommes et les femmes travaillant dans les villes a jeté les bases de la démocratie conservatrice qui continue à être très importante dans le tissu politique du Canada.

L'affection extraordinaire ressentie par le public pour John A., soutenue sur une longue durée de vie politique, n'a jusqu'ici jamais été égalée par aucun autre leader politique canadien dans l'arène nationale.

Il y a, bien sûr, d'autres critiques de Macdonald, dont certaines n'ont pas encore trouvé beaucoup d'expression publique. On pourrait faire valoir, par exemple, que, même si Macdonald croyait passionnément au système parlementaire britannique, ironiquement, par sa prééminence en tant que premier ministre, il a préparé le terrain pour que le poste de premier ministre devienne parfois semi-présidentiel dans son style et son exercice du pouvoir, comme le modèle américain.

Pour évaluer la place de Macdonald en tant qu'homme d'État, il est utile de noter tout simplement certaines de ses réalisations extraordinaires. Pour parvenir à une conclusion, je n'en soulignerai que six. La liste pourrait être beaucoup plus longue et détaillée.<sup>1</sup>

Premièrement, je soulignerais le sens de la communauté et des intérêts communs qu'il a bâti entre le Canada français et le Canada anglais. Ceci s'exprimait par son amitié et sa relation de travail étroite avec George-Étienne Cartier. C'est ce qui a rendu possible la Confédération et le concept d'un Dominion du Nord transcontinental. Il s'est opposé farouchement contre les mouvements dans le Canada anglophone visant à limiter ou éliminer complètement l'utilisation de la langue française.<sup>2</sup> Sa vision d'un pays avec deux langues officielles

opérationnelles demeure la déclaration la plus significative sur le sujet : « Je ne suis pas d'accord avec le désir, exprimé dans certains milieux, que par tout mode quel qu'il soit, on tente d'opprimer une langue ou de la rendre inférieure à l'autre. Je crois que ce serait impossible si on essayait, et qu'il serait stupide et méchant si c'était possible.<sup>3</sup>

Deuxièmement, on peut parler de son leadership dans la création de la Confédération et la construction de la nation canadienne qui a suivi. Il a été le principal moteur pour le projet à chacune des trois conférences — Charlottetown, Québec et Londres — au cours desquelles les conditions de la Confédération ont été élaborées et le pays s'est formé le 1<sup>er</sup> juillet 1867. Ayant réussi à réunir les quatre colonies britanniques qui sont devenues les provinces fondatrices du Canada — la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario — il a ensuite travaillé incessamment à achever l'assemblage de la quasi-totalité de ce qui est aujourd'hui le Canada, en ajoutant les vastes terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson, la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, en 1870, la Colombie-Britannique en 1871, l'Île-du-Prince-Édouard en 1873 et, enfin, a organisé le transfert au Canada par la Grande-Bretagne de son énorme emprise sur le territoire littoral, les îles, et le plateau continental dans l'Arctique, emprise qui datait de l'époque des deux grands voyages de Sir Martin Frobisher en 1576-1578 à la recherche du passage du Nord-Ouest<sup>4</sup>. Tout cela a été accompli pacifiquement et avec une ténacité et une efficacité remarquables. Lorsqu'il

est décédé, le pays transcontinental touchait à trois océans et ainsi bordé de bleu, comme le bouclier d'Achille dont lui et Thomas D'Arcy McGee avaient rêvé et parlé, est devenu une réalité.

Troisièmement, bien que le concept et la vision aient été partagés avec d'autres, le travail à faire pour solidifier la nouvelle nation, les dispositions constitutionnelles et fédérales et les négociations longues et complexes les entourant, étaient principalement le travail de Macdonald.

Quatrièmement, la création du Canada comme un État parlementaire couronné dans lequel les connexions, les traditions et les institutions britanniques ont survécu et ont prévalu, sous réserve de modifications ultérieures, était une réalisation des aspirations au cœur de la vision de Macdonald et, en fait, celle de tous les Pères de Confédération indépendamment de leur province ou de leur culture linguistique.

Cinquièmement, par ses efforts et son succès dans la création du Canada, Macdonald a atteint son objectif de faire de la plus grande moitié de l'Amérique du Nord un pays qui ne faisant pas partie de son puissant voisin, les États-Unis.

Enfin il faut noter le succès de Macdonald dans la construction d'un grand chemin de fer transcontinental pour relier le très grand pays transcontinental qu'il avait créé. Ce fut une mission à forte connotation politique, accablée par les incertitudes financières, les défis physiques pour les





constructeurs, et une forte opposition de nombreux milieux, y compris deux rébellions et beaucoup de connivence politique, financière et administrative. Ce fut la détermination inébranlable de Macdonald, pour laquelle il a payé un lourd tribut, qui a contribué à mener le projet à terme.

Il y a, bien sûr, beaucoup plus à dire sur la vision, le caractère et les réalisations de Macdonald. Mais ces quelques points suffisent à étayer l'affirmation que sir John A. Macdonald était en effet un homme d'État considérable, possédant la vision, la connaissance, la ruse, le caractère, et le courage d'accomplir de grandes choses. Il a été, comme son plus récent biographe, Richard Gwyn, l'a noté "The Man Who Made Us", «l'homme qui nous a faits». <sup>5</sup> Il était un bâtisseur de la nation dans une ère de grands bâtisseurs de nations : Cavour en Italie, Bismarck en Allemagne, et, pas très loin, Lincoln qui cherchait à maintenir et à reconstruire des États-Unis désunis.

Macdonald appartient à ce panthéon des grands bâtisseurs de nations qui ont refaçonné l'histoire et la nature de leurs pays au 19<sup>e</sup> siècle — et il l'a fait sans effusion de sang, mais par la puissance de sa personnalité, en capturant dans une mesure sans précédent les cœurs et la confiance de ses collègues et de tous les Nord-Américains britanniques. Son premier biographe majeur, G. Mercer Adam, dans une œuvre publiée un an après la mort de John A., l'appelait «l'homme d'État patriote du Canada»<sup>6</sup>. C'est une évaluation valide et une épithète bien méritée. ♣

NOTES

- <sup>1</sup> La vie de Macdonald a été superbement racontée dans la biographie magistrale de Donald Creighton, *John A. Macdonald* tomes I et II. Toronto : Macmillan Company of Canada, 1952-1955.
- <sup>2</sup> Thomas H.B. Symons, "Ontario's Quiet Revolution," dans *One Country or Two*: 173-174, éd. R.M. Burns, Montreal : McGill-Queen's University Press, 1971.
- <sup>3</sup> Canada, Parlement, Chambre des communes, *Debates Official Report*, 1890, XXIX : 746-748.
- <sup>4</sup> *Meta Incognita : A Discourse of Discovery Martin Frobisher's Arctic Expeditions*, 1576-1578, éd. Thomas H.B. Symons, Ottawa : The Canadian Museum of Civilization, 1999.
- <sup>5</sup> Richard Gwyn, *John A. : The Man Who Made Us*, Tome I de Life and Times of John A. Macdonald. Toronto : Random House Canada, 2007.
- <sup>6</sup> G. Mercer Adam. *Canada's Patriot Statesman : The Life and Career of the Right Honourable Sir John A. Macdonald*, G.C.B., P.C., D.C.L., LL.D., Toronto : Rose Publishing, 1891.

# JOHN ALEXANDER MACDONALD : UN HOMME FAÇONNÉ PAR SON ÉPOQUE

**DESMOND MORTON** est professeur d'histoire émérite Hiram Mills de l'Institut McGill pour l'étude du Canada.

Sir John A. Macdonald est un produit de son 19<sup>e</sup> siècle. La plupart des immigrants écossais apportaient au jeune pays deux énormes atouts. Le presbytérianisme de leur patrie demandait à ce que ses membres soient assez instruits pour être en mesure de lire la bible chrétienne. Une fois cette compétence acquise, ils apprenaient habituellement un métier. Lorsqu'ils arrivaient dans le Nouveau Monde, ils étaient capables de gagner leurs vies et communiquer avec leurs nouveaux voisins. Ils possédaient des atouts qui ont longuement manqué aux immigrants provenant de l'Angleterre et de l'Irlande.

Macdonald est arrivé dans le Haut-Canada alors qu'il était encore trop jeune pour avoir été instruit ou avoir appris un métier profitable. Il possédait à la fois l'ambition et le talent pour surmonter ces difficultés et commencer à étudier le droit et développer ses talents considérables par lui-même. À cette époque, de même que de nos jours, le droit est la profession qui permet à un individu d'acquérir du pouvoir au cœur d'un système politique axé sur les talents oratoires et l'argumentation. Macdonald avait appris à maîtriser une habileté politique essentielle en cette société où la grande majorité des gens étaient désespérément pauvres : il savait cultiver la reconnaissance.

Les électeurs, comme tout Canadien, s'attendaient à recevoir un retour sur leur investissement, que ce soit par une acre de terre marécageuse, un porcelet ou un politicien. Un homme honnête remboursait ses dettes et un vote était considéré comme un prêt qui devait être repayé par l'obtention d'un emploi ou d'un contrat ou d'une autre forme de retour sur l'investissement fait par l'électeur. Les grandes



promesses étaient aussi utiles à un agriculteur ou à un ouvrier urbain que l'air chaud sortant de la bouche d'un politicien.

En tant que premier ministre, John A. Macdonald a patiemment collectionné les votes qui lui ont permis d'unir le Haut et le Bas-Canada en un partenariat en 1841, partenariat qui n'avait d'abord pas été désiré, mais qui s'est plus tard avéré assez profitable pour rallier la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick (tous deux craignaient le nationalisme irlandais du Fenian Brotherhood et étaient également impatients de pouvoir être reliés à une Confédération beaucoup plus grande par le chemin de fer).

Certes, le chemin de fer transcontinental possédait trop de stations et avait coûté beaucoup plus que ce qu'il aurait dû, mais il a semé la reconnaissance presque partout où ses rails se sont rendus. Le transcontinental allait par la suite être joint par un autre chemin de fer, celui-ci considérablement plus long et plus coûteux, qui allait se rendre jusque sur la côte pacifique, traversant une «grande étendue solitaire» à l'ouest, qui était prétendument rempli de richesses inimaginables, si Macdonald se montrait capable de garder sa Confédération ensemble.

En l'occurrence, il n'en a pas été capable. Une récession a frappé le pays et un maçon écossais maladroit, Alexander Mackenzie, a remplacé Macdonald, mais seulement pour quatre années qui ont été marquées par le chômage, la pauvreté et le désespoir. Macdonald a été réélu en 1878 avec

une politique nationale qui visait à récompenser les Canadiens par des emplois dans des entreprises qui produisaient tout bien qui n'était pas importé à cause des tarifs de douane élevés. La stratégie a-t-elle fonctionné? Probablement pas, mais chaque Canadien qui avait alors décroché un emploi allait se faire rappeler qu'il devait son revenu à Sir John A. La reconnaissance était un juste retour.

Dans notre imaginaire moderne, Macdonald apparaît souvent comme un ivrogne. Il n'a pas été un ange, cela est certain. La boisson était le refuge d'un homme dont la vie était marquée par la tragédie familiale (sa fille était mentalement et physiquement handicapée) et représentait une source de réconfort lors des longues heures et des courtes nuits de la vie politique. «Un Sir John A ivre vaut mieux qu'un Alex Mackenzie sobre,» pouvait-on lire sur un slogan partisan qui reflétait l'opinion canadienne de l'époque.

Des propos encore plus sévères accusent Macdonald d'être responsable des écoles résidentielles, un système qui était conçu afin d'étendre les cultures dominantes des deux Canada aux Premières Nations. Mais quelles autres options avait-il à cette époque? Est-ce que deux cultures diamétralement opposées pourraient coexister pacifiquement? Les voisins américains avaient conclu que, comme George Washington l'avait soutenu, les loups et les Indiens devaient être éliminés si les Américains voulaient pousser leurs frontières à l'ouest. Thomas Jefferson avait accepté cette conclusion en destinant les peuples autochtones

au génocide. L'alternative au génocide, Macdonald avait conclu, était l'assimilation par l'éducation. Mais comment est-ce que cette idée pourrait être mise en pratique par un gouvernement profondément endetté à cause de la construction du chemin de fer? La réponse dans les années 1880 semblait évidente et inévitable. Puisque les explorateurs de la Nouvelle-France avaient auparavant justifié leurs actions en soutenant qu'ils emmenaient la civilisation chrétienne aux pauvres âmes perdues des Sauvages, leur tâche était donc à la fois inachevée et soutenue avec enthousiasme par la grande majorité des chrétiens canadiens. Qui aurait pu prévoir ou même décrire les comportements que ces dévots chrétiens exhiberaient dans des pensionnats qu'ils avaient construits pour leurs nobles intentions? À l'époque de Macdonald, toute autre solution aurait semblé être une erreur de jugement politique grotesque.

Les historiens ne peuvent pas facilement échapper aux questions hypothétiques, bien qu'ils doivent essayer de le faire. Lorsque pressé de répondre, j'ai appris à donner la plus pessimiste des réponses que je peux imaginer étant donné que mon public oubliera presque tout aussitôt ma morosité et, par sa propre volonté, arrivera à une conclusion plus optimiste. Ce que nous pouvons faire est de décrire ce qui s'est produit et, lorsque cela est possible, offrir une explication aussi plausible que le temps a pu



nous révéler. Oui, Sir John A. Macdonald a intégré le principe de la reconnaissance dans la politique canadienne, en offrant, par exemple, une pension généreuse à un avocat pour passer le reste de sa vie en cour. Oui, Sir John A. buvait parfois trop, mais la technologie permettant de «conduire sous l'influence» n'avait alors pas encore été inventée. Et, oui, Macdonald a opté pour le meilleur instrument dont il disposait à son époque pour aider les gens de nos Premières Nations à accéder à des cultures européennes qui avaient dominé et continuait à dominer le pays qu'il avait contribué à créer et à unir.

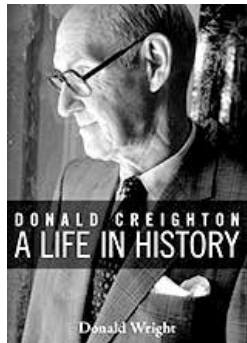
Macdonald était un homme talentueux et un Canadien qui s'était entouré des plus habiles hommes de son temps. Son époque ne lui a pas permis d'élargir son cercle pour y inclure des femmes, mais il a été un sujet consciencieux de la reine Victoria, la reine britannique ayant eu le plus long règne, et le mari dévoué de Isabella Clark et, suite à sa mort précoce, de Susan Bernard.

Dans toute démocratie, un politicien élu est une personne de son époque et une victime de la myopie de celle-ci. La démocratie, comme Winston Churchill a avoué en 1947, «est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes que nous avons de temps en temps essayées.» \*





# LE PORTRAIT BIAISÉ D'UN BIOGRAPHE RÉVÈLE DE DURES RÉALITÉS À PROPOS DE L'HISTOIRE



**DONALD WRIGHT** enseigne au département de sciences politiques à l'Université du Nouveau-Brunswick. « Donald Creighton : A Life in History » va être publié par les Presses de l'Université de Toronto au mois de juin 2015.

Plusieurs adjectifs lui ont été attribués : « ambitieux », « méticuleux », « coloré », « adroit », « rusé », « patient », « tolérant », « malin », « sans scrupules », « corrompu », « ivrogne », et, plus récemment, « intolérant », « ignoble », « étrange », « horrible » et « raciste ».

Témoignant encore une fois de la malléabilité du passé, alors qu'un chercheur fait valoir que le premier premier ministre du Canada était un tenant de la suprématie de la race blanche, une entreprise de t-shirts de l'Ontario le commercialise comme notre propre Che Guevara, un révolutionnaire marxiste, un nationaliste du Tiers-Monde et un homme opposé au racisme. Nous pourrions être tentés de demander : « Est-ce que le vrai Sir John A. Macdonald pourrait se faire voir ? » Mais ce serait une erreur, car le véritable Macdonald n'existe pas : la vérité biographique n'est jamais définitive et elle est toujours source de contestation. De la même manière que le célèbre tableau de René Magritte *Ceci n'est pas une pipe* (*The Treachery of Images*) n'est effectivement pas une pipe, une biographie n'est pas une personne. C'est une représentation d'une personne, ce qui signifie que le « Père Demain » d'un historien est un vieil homme blanc poussiéreux pour un autre. D'un certain sens, cette dispute à propos de

l'héritage de Macdonald se déroule depuis le 6 juin 1891, quand, après avoir dominé la vie politique canadienne pendant près de quatre décennies, il a « continué son chemin au-delà des précautions et des plans, au-delà de l'Angleterre et du Canada, au-delà de la vie et jusque dans la mort ». Les lecteurs avisés reconnaîtront la prose unique de Donald Creighton, probablement l'un des meilleurs historiens du Canada anglais et l'auteur d'une biographie en deux volumes qui est encore publiée aujourd'hui au sujet du premier premier ministre du Canada.

Sa publication en 1952 et en 1955 avait cimenté la réputation de Creighton comme brillant écrivain. Son collègue d'Oxford Max Beloff a décrit Creighton comme « l'un des six meilleurs historiens du monde anglo-saxon actif aujourd'hui », tandis que même son plus sévère critique, l'historien Frank Underhill, a concédé que *Macdonald* était un « triomphe artistique ». Dans *The Commercial Empire of the St. Lawrence*, Creighton avait écrit un récit sur l'histoire des origines du Canada : de la vallée du Saint-Laurent et du bassin des Grands Lacs, du Bouclier des Laurentides, est né le Canada. En tant que seule voie navigable permettant d'atteindre l'intérieur du continent, le Saint-Laurent a permis à des générations successives de marchands de Montréal d'ériger un empire commercial basé sur le commerce des produits de base. « Le fleuve n'était pas seulement une réalité importante : c'était la vérité centrale d'une religion. Des hommes vivaient à ses abords, à la fois consolés et inspirés par ses promesses, ses possibilités murmurées et ses exigences hurlées ». Le décrivant comme « une force au cœur de l'histoire »,

Creighton a fait pour le Saint-Laurent ce que Tom Thomson et le Groupe des sept avaient fait pour les paysages nordiques du Canada – il l'a mythifiée, permettant ainsi à la thèse laurentienne d'entrer dans l'imaginaire canadien-anglais.

En *Macdonald*, Creighton a trouvé un héros à ce mythe. Dès les premières lignes du premier volume aux phrases finales du second volume, un Macdonald héroïque devine la logique derrière la thèse laurentienne, cherchant d'abord à unir l'Amérique du Nord britannique, puis à l'étendre à l'ouest à travers les Prairies jusqu'à l'océan Pacifique. Le Saint-Laurent devient le leitmotiv du livre, apparaissant à des moments clés afin de faire ressortir à la fois les origines du Canada et son avenir. En fait, la biographie s'ouvre par une description du fleuve.

À cette époque, ils arrivaient habituellement par bateau. Peu d'immigrants faisaient le long voyage vers Montréal par la terre ferme, prenant plusieurs semaines et s'arrêtant à des fermes amicales alors qu'ils défrichaient leur chemin à travers la forêt verte. Mais la plupart faisaient leur chemin vers l'ouest par le fleuve.

Le style de Creighton n'est cependant pas apprécié de tous. « À quelle époque ? Qui est venu par bateau ? » avait observé un des lecteurs que la maison d'édition avait embauché pour réviser le manuscrit. Creighton était furieux. Si le lecteur ne percevait pas le lien entre Macdonald et le Saint-Laurent, ce n'était



franchement pas son problème. En tant qu'artiste, Creighton articulait ses propos en termes de symboles et allusions, et il savait que l'art ne gagnait jamais à être expliqué. Dans *The Commercial Empire of the St. Lawrence*, le fleuve ouvrait le continent aux explorateurs, aventuriers et commerçants; dans *Macdonald*, il ouvrait le continent aux immigrants; parmi eux se trouvait un jeune garçon provenant de l'Écosse qui allait, à la façon de Moïse, un jour délivrer son peuple.

Le critique littéraire Walter Benjamin a un jour dit que « toute importante œuvre littéraire dissout ou invente un genre littéraire ». *Macdonald* avait dissout le style biographique canadien, qui, selon Creighton, était une collection « sérieuse » de livres écrits par les « entrepreneurs de pompes funèbres de l'histoire ». Enviant la capacité du romancier à inventer des mondes entiers par de simples mots, Creighton avait repoussé les limites du style biographique afin de donner vie à Macdonald. Mais durant ce processus, il avait enfreint plusieurs règles fondamentales : il a fabriqué des dialogues, il a inventé des détails et il a attribué certaines pensées à Macdonald. « On m'a à l'occasion reproché d'avoir mis des idées, des objectifs et des plans dans la tête de mes personnages historiques à certains moments particuliers », avait-il une fois mentionné. « Comment puis-je savoir, est la question fondamentale, que ces idées spécifiques traversaient leurs esprits à ces moments précis? La réponse est, bien sûr, que je ne sais pas ». Il aurait pu ajouter qu'il ne se souciait pas de cette critique non plus. Il voulait écrire un livre qui, dans ses propres mots, « ne serait pas un livre funeste en deux tomes ».

*Macdonald* demeure une réalisation remarquable. Sans l'aide d'aucun assistant de recherche et n'ayant qu'une distribution limitée, Creighton a écrit une biographie de 1 100 pages en seulement 11 ans qui a trouvé des lecteurs à travers le pays et a obtenu d'élogieuses critiques. Le *New York Times* l'a qualifiée de « passionnante », tandis que l'*Economist* l'a décrite comme « captivante ». Un critique a même comparé son auteur à Ernest Hemingway. Et lorsque le premier ministre John Diefenbaker a entrepris une tournée mondiale à travers 14 pays en 1958, il avait offert des cadeaux provenant du Canada à ses nombreux hôtes, dont des pièces d'artisanat autochtone, du sirop d'érable et des copies de *Macdonald* en reliure de cuire. Près d'un demi-siècle plus tard, la *Literary Review of Canada* l'inclut dans sa liste des 100 plus importants livres canadiens.

Toutefois, *Macdonald* est une œuvre profondément imparfaite. Le traitement que Creighton avait réservé à Louis Riel et au Métis, par exemple, n'était pas seulement biaisé, mais également épouvantable et représentait un aveuglement volontaire qui tendait vers l'échec moral. Son éditeur, le grand John Gray, avait exhorté Creighton à repenser sa façon d'aborder les Métis, y compris le fait « qu'il les appelle continuellement des "demi-sang" ». Il avait demandé « vous devez certainement avoir de la sympathie envers leur confusion, eux qui se retrouvaient dans un monde qu'ils ne pouvaient pas comprendre? » Mais Creighton a tenu son bout, et selon ses calculs historiques, Riel a eu ce qu'il méritait lorsqu'il a été pendu à Regina et qu'« il a chuté vers sa fin ». La biographie comporte d'autres limites, y

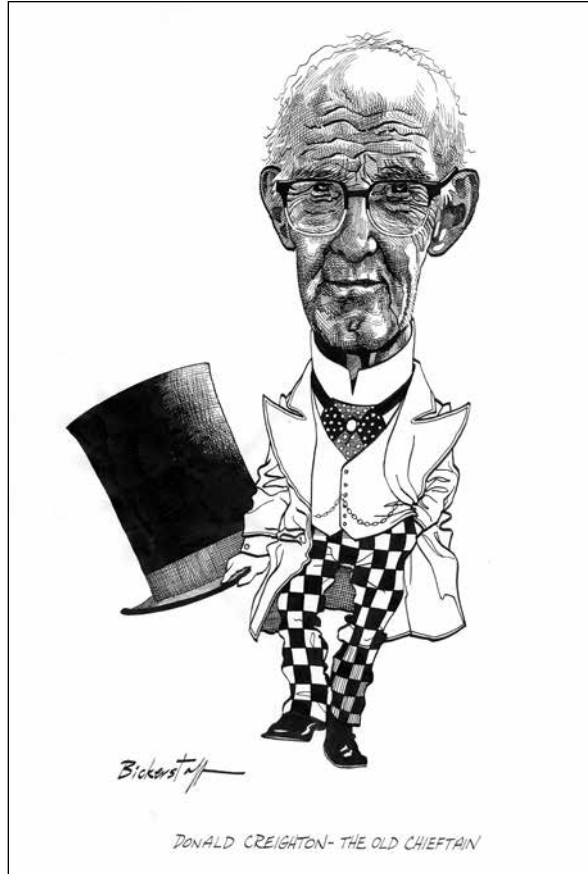


compris la façon que Creighton illustre les États-Unis en tant que prédateur ayant toujours l'Amérique du Nord britannique et, après 1867, le jeune Dominion, dans leur mire. L'« objectif fondamental » des États-Unis, Creighton avait écrit, « était de faire mourir de faim le Canada afin de l'annexer ». Son Macdonald, cependant, avait correctement compris que les États-Unis représentaient une menace pour le Canada, et il s'était donc efforcé de défendre et renforcer le lien impérial. Le lien impérial n'était pas une pièce d'infrastructure obsolète de la période victorienne. Ce lien a été essentiel à la survie du Canada sur ce continent qui était dominé par des États-Unis « belliqueux ». En effet, Creighton avait créé un Macdonald qui pouvait servir à expliquer le Canada de l'après 1945 et qui se trouvait alors au cœur d'un monde marqué par le déclin de la Grande-Bretagne et la montée des États-Unis. Guy Frégault, historien du Québec, avait raison d'affirmer que l'anti-américanisme et l'impérialisme qui se retrouvent dans *Macdonald* en disent plus long sur son auteur que sur son sujet.

Creighton a toujours maintenu que les bonnes biographies ne tentent jamais de démolir leurs sujets, c'est-à-dire qu'elles doivent toujours traiter leurs sujets avec empathie. Mais il a confondu l'empathie pour un culte du héros et, par conséquent, son Macdonald n'est pas très réaliste. Après tout, nous savons tous que le premier premier ministre du Canada n'a pas été un ange, et Creighton le savait aussi. Lorsqu'il était un jeune homme, Macdonald était ambitieux et plein d'avenir; plus tard, il est devenu un animal politique qui s'adonnait à de

sanguinaires jeux politiques comme nul autre; il connaissait la valeur d'un homme et quand il devait en payer le prix, il comprenait que les élections étaient gagnées et perdues avec de l'argent, les jeux et les intrigues politiques ne lui faisaient pas peur. Mais Creighton a omis ou minimisé le politicien en Macdonald, une drôle de stratégie pour une biographie portant sur un homme politique! Bien entendu, il n'a pas pu faire semblant d'ignorer le Scandale du Pacifique — une affaire très corrompue même selon les normes du 19<sup>e</sup> siècle —, mais il a pardonné à son héros : les élections, avait-il écrit, se gagnaient avec de l'argent et Macdonald avait besoin d'argent. Il pardonnait tous les défauts à son Macdonald, car il croyait que ceux-ci étaient des maux nécessaires — son objectif ultime était de réaliser le destin laurentien du Canada en étendant son territoire d'un océan à l'autre. Creighton croyait que si ce n'était pas écrit dans les étoiles, le dominion nordique avait été prédit par le fleuve. Tout ce dont cette histoire avait besoin était d'un héros.

D'après moi, le meilleur traitement biographique de Macdonald a été réalisé par Ged Martin. N'étant pas Canadien, Martin n'a pas eu besoin de tourner Macdonald en un véhicule du nationalisme canadien, ce qui signifie qu'il pouvait l'étudier pour ce qu'il était réellement : un homme politique du 19<sup>e</sup> siècle avec des forces et des faiblesses. Le Macdonald qui ressort de *Favorite Son? John A. Macdonald and the Voters of Kingston* n'est pas un homme dédié à bâtir un pays, mais plutôt un politicien qui se « démenait pour récolter des votes ». Et dans *John A. Macdonald : Canada's First Prime Minister*,



Martin nous rappelle que la politique au 19<sup>e</sup> siècle était un « métier très concurrentiel », que les premiers ministres n'étaient pas payés et que les élections étaient « violentes et onéreuses ». Martin éprouve clairement une admiration envers Macdonald, mais

il spéculait également qu'un scandale impliquant la rupture d'un contrat du gouvernement pour construire une cale sèche à Kingston a mené à une gamme d'erreurs fatidiques en 1891. Les accusations ont été fantastiques : un homme d'affaires fictif avait « gagné » le contrat pour un entrepreneur corrompu qui évidemment s'est heurté à une série d'incidents menant à des surcharges qui ont été facturées au ministère des Travaux publics. Le tout était louche et Macdonald le savait. Il savait aussi que sa carrière politique ne survivrait pas à ce scandale. Dans un sens, il a été chanceux de mourir à ce moment puisque le « Père Demain » n'aurait pas eu droit à une seconde.

L'*homo politicus* de Martin est un Macdonald plus crédible que l'*homo laurentianus* de Creighton. Peut-être que le Macdonald de Martin est un Macdonald qui peut nous servir après tout, le Macdonald dont nous avons besoin à une époque cynique où les relations chaleureuses entre les politiciens et les hommes d'affaires sont la norme et non l'exception. Prenez ma province, par exemple. Ignorant les conseils de sa fonction publique, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a jeté 70 000 000 \$ dans les poubelles en tentant de sauver une entreprise en faillite qui avait des liens avec certains libéraux, et pourtant pas un seul membre du cabinet ne s'est senti obligé de démissionner lorsqu'ils ont été confrontés au rapport accablant du vérificateur général. Le Macdonald de Martin nous rappelle que le domaine politique a toujours été ainsi. ✪

## UN TEMPS POUR LA RÉFLEXION, LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION

**BOB RAE** a été élu onze fois à la Chambre des communes et à l'Assemblée législative de l'Ontario entre 1978 et 2013. De 1990 à 1995, il a été le 21<sup>e</sup> ministre de l'Ontario, et de 2011 à 2013, le chef par intérim du Parti libéral du Canada.

Il travaille maintenant comme avocat, négociateur, médiateur et arbitre ; il s'intéresse particulièrement aux enjeux liés aux Premières Nations, aux autochtones et aux questions de gouvernance. Il enseigne également à l'École de politiques publiques et de gouvernance de l'Université de Toronto. Il est un écrivain et commentateur très respecté.

Auteur de quatre livres, ainsi que de nombreux rapports et enquêtes, Bob Rae est un membre du Conseil privé, un Officier de l'Ordre du Canada, membre de l'Ordre de l'Ontario, et a reçu de nombreux prix et diplômes honorifiques décernés par des institutions canadiennes et internationales.

Le défi avec n'importe quel personnage, contemporain ou historique, est d'arriver à le considérer au-delà du stéréotype, au-delà du mystère, des interprétations, et par-delà notre tendance à essayer de résumer en un ou deux mots cette chose insaisissable que nous nommons « caractère ». Avec la célébration du 200<sup>e</sup> anniversaire de Sir John A, les discours sont à la fois truffés d'hagiographies et de fustigations virulentes. Il ne mérite ni les uns, ni les autres.

Il a été un homme de son temps, un homme possédant un don inhabituel pour la politique, ainsi que des défauts et des faiblesses. Il n'a pas été en mesure de totalement transcender les préjugés de son temps, et à certains moments importants, il les a incarnés. Il a été un père indispensable pour la Confédération. Il a su tourner un parti politique fragmenté en une force politique dominante au Canada pendant



plus de cinquante ans. Il a survécu à des scandales et à une défaite en revenant sur la scène politique et en devenant le personnage politique dominant du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle. Il a exercé son pouvoir en combinant charme et ténacité, et il a su prendre sa vision d'un pays uni d'un océan à l'autre et la transformer en actions concrètes.

Et pourtant, les compétences politiques de Macdonald et sa puissante vision qui lui a permis d'inspirer tant d'individus ne lui ont cependant pas permis de transcender sa base politique. Deux enjeux, la pendaison de Riel et sa participation active à la marginalisation des peuples autochtones du Canada, ont exacerbés des haines qui étaient déjà profondes et ont perpétués son patrimoine de la division qui est encore présent aujourd'hui.

Il est dommageable pour notre mémoire historique de perdre de vue ces deux côtés. Nous ne devrions pas excuser sa conduite; il y a eu des individus à son époque qui avaient pris une position différente et qui proposaient une autre façon de faire. L'argument selon lequel Macdonald «n'avait pas le choix», que ses actions reflètent tout simplement la politique et les mœurs de son temps, est trop simpliste. Macdonald avait le choix, et, plus que toute autre personnalité politique de son époque, il a donné libre cours à la pleine expression des valeurs de sa génération. Il a autant façonné l'opinion publique qu'il a été à son tour façonné par elle.

Lorsque le jeune avocat de Kingston a sondé la scène politique après la débâcle de la rébellion de 1837 et de la visite de Lord Durham et son rapport, il aurait constaté que les forces conservatrices dans ses propres provinces étaient en danger de se retirer et pourrait se muter en politiques réactionnaires pures et simples. Macdonald ne tenait pas la réforme en grande estime, mais il avait compris que le conservatisme devait éviter la tentation d'attaquer ouvertement le principe de la responsabilité parlementaire. Il n'était pas un démocrate, mais il était capable de deviner l'humeur du public et les tendances de l'époque.

De même, l'exposition de Macdonald aux politiques du Canada uni créées par Lord Durham lui a rapidement démontré que le respect entre les Français et les Anglais devait devenir un trait distinctif de la politique canadienne. Il se rendit compte que le partenariat créé entre Baldwin et Lafontaine devait avoir une contrepartie au cœur de son propre parti, et même alors qu'il possédait une base solide en Ontario, il savait qu'il devait en faire encore plus pour gagner une majorité.

Il savait que la partisanerie était la clé de son succès électoral, mais à ce moment critique dans la formation du pays, il a également compris qu'il ne pouvait simplement pas se limiter à son parti et ses factions. Alors que plus qu'un coup de chapeau doit aller à George Brown, Macdonald avait soupire profondément et savait que la formation de la grande coalition était une étape essentielle dans la création d'une fédération plus large.

Tous les participants et observateurs de la vie politique voient la force vitale sous-tendant la survie de Macdonald et son retour après sa défaite politique et son profond embarras. Un homme moins grand se serait tranquillement retiré de la vie politique, humilié par l'exposition de son télégramme dans lequel il urgedait d'«envoyer un autre dix milles». Mais pas Macdonald. Son endurance s'était bâtie sur sa résilience et à travers son engagement envers sa propre carrière et le succès de son parti. Il avait connu la défaite, mais il savait qu'une défaite n'est jamais permanente. La politique était sa vocation, son métier et sa vie. Il ressentait ceci au plus profond de lui-même, et sa passion était évidente pour ces pairs.

Dans l'un des plus célèbres discours à propos du Canada, Sir Wilfrid Laurier avait résumé la vie de Macdonald dans son éloge funèbre à la Chambre des communes. Il était, avait dit Laurier (qu'il serait difficile d'accuser d'être un empoté à ce sujet), un homme qui aimait le pouvoir, qui savait comment l'atteindre et comment le garder. Son charme et son élégance avaient été agencés à un désir profond de défendre les intérêts publics, et il avait appliqué ses compétences avec une ténacité et une résilience qui ont fait de lui, plus que toute autre chose, le plus grand chef politique de son temps.

Et pourtant, il y a ces deux échecs majeurs; sa décision de pendre Riel et sa persistance à défendre sa politique sur les autochtones qui produisit des résultats désastreux à long terme. Macdonald aurait certainement pu ne pas prendre cette première décision et il y avait eu beaucoup d'individus dans son entourage qui l'avaient urgé de ne pas pendre Riel.



À propos de son deuxième échec, certains l'avaient averti par rapport aux conséquences qui pourrait se produire à cause d'une vision étroite basée sur le triomphe de la majorité blanche, mais encore une fois, Macdonald a choisi d'ignorer ces avertissements parce qu'il sentait qu'il avait une main gagnante, et parce que fondamentalement il n'était pas en désaccord avec ceux qui soutenaient que la meilleure politique autochtone était de planifier la disparition de la culture d'un peuple qui n'avait aucune chance de survie dans le monde moderne. La seule façon de s'assurer que les enfants ne deviennent pas des «sauvages» était de les retirer d'un environnement sauvage. La solution était donc les écoles résidentielles. La seule façon d'assurer une stabilité et l'harmonie entre les populations de la région des Prairies était de négocier des traités qui permettraient d'étendre le pouvoir de la Couronne. La meilleure façon de traiter un peuple voué à l'infériorité était de créer des réserves et des gouvernements bidons, et d'avoir confiance que l'industrialisation viendrait à bout d'achever ce travail d'extinction.

Utiliser ce type de langage peut sembler dur, mais en réalité ce sont des mots que Macdonald aurait lui-même utilisés et qu'il aurait également entendus autour de lui. Alexander Morris, un négociateur et commissaire travaillant auprès des autochtones, avait averti ses contemporains que les interprétations incluses dans les traités étaient trop étroites et qu'elles étaient utilisées dans le mauvais sens. Il s'est alors fait écarter et remplacer par des successeurs qui se conformaient davantage aux véritables volontés politiques de la majorité.



Aurait-il été possible de procéder d'une autre façon? Bien sûr, mais les défenseurs des autochtones et leurs voix ne se faisaient que rarement entendre dans la communauté non autochtone. Macdonald considérait ceux-ci comme moralisateurs et pénibles, et il avait choisi de les ignorer.

Le mieux que l'on peut dire est que Macdonald avait, pour emprunter une expression populaire, une nation de complices volontaires dans ce parcours qui s'avèrera catastrophique pour les Premières Nations. Il n'était pas seul et n'a pas été son seul instigateur.

Cromwell avait dit à son portraitiste, dans des mots maintenant devenus célèbre, de le peindre «avec les verrues et tout». Nous devrions faire la même chose avec Sir John A. Il a été un politicien victorieux devenu, selon l'opinion de ses pairs et de la plupart des historiens, un grand homme d'État. Mais il avait ses défauts et ses faiblesses, et nous ne pouvons pas les ignorer, les minimiser ou les excuser. Au contraire, nous devrions utiliser ce moment de réflexion pour considérer à la fois la source de sa grandeur et les conséquences des choix de son gouvernement et de ses successeurs. C'est de cette manière que nous pourrions réellement atteindre la vérité et la réconciliation. ✱

## LA QUÊTE DE MACDONALD POUR LA PROSPÉRITÉ A TRIOMPHÉ DES CONFLITS IDENTITAIRES ET SOCIAUX

Professeure **E. A. HEAMAN** est une historienne de l'Université McGill qui s'intéresse à l'histoire du début du Canada, en particulier aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. Elle travaille en ce moment sur un projet sur l'histoire de l'autorité durant les premières années du Canada, et de sa relation avec l'impérialisme et la science. Son objectif est de comprendre comment la révolution scientifique a remodelé le discours politique, en basant son étude de cas sur les connaissances que nous possédons sur le Canada. Ce travail repose sur une monographie précédente sur la sphère publique du 19<sup>e</sup> siècle au Canada, intitulée *The Inglorious Arts of Peace : Exhibitions in Canadian Society during the 19<sup>th</sup> Century* (Toronto, 1999).

Dès le début de sa carrière politique, John A. Macdonald proposait un choix clair à ces électeurs; les politiques de la richesse ou les politiques de l'identité. En 1844, lorsqu'il a publié son programme dans la *Gazette* de Kingston, Macdonald a déclaré : « Dans un pays jeune comme le Canada, je suis d'avis qu'il est plus important de diriger nos efforts envers le développement des ressources et l'amélioration de nos avantages physiques que de perdre notre temps à légiférer et investir l'argent du peuple dans des discussions stériles sur des questions gouvernementales théoriques et abstraites. »<sup>1</sup> Macdonald a toujours été de l'avis que les querelles ne viendraient pas à bout de résoudre les différends du Canada, mais qu'investir dans le développement du pays pourrait y arriver. Il défendait cette notion avec une chaleur personnelle et une bonhomie qui s'étendaient même à ses opposants politiques. Peut-être que les Canadiens pourraient réellement être capables de s'entendre! Mais la plate-forme de Macdonald avait un biais intégré en faveur de la richesse qui avait



alimenté la polarisation économique dans ce bel âge de la politique de la fin de l'époque victorienne du Canada. Le fossé croissant entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté avait ravivé les vieilles tensions et avait rendu les accommodations Macdonaldiennes classiques anachroniques.

Le dédain de Macdonald envers les politiques identitaires reposait sur son désir sous-jacent de rallier le peuple à une identité civique britannique commune. Il soutenait la Confédération parce qu'il croyait que celle-ci pouvait renforcer plutôt que desserrer les liens entre la mère patrie et la colonie, et il en a été le défenseur jusqu'à sa mort, faisant campagne avec le slogan «Un sujet britannique je suis né et un sujet britannique je mourrai.» Mais l'identité britannique ne signifiait guère plus pour Macdonald qu'une adhésion à la formule britannique de réussite économique et politique : la suprématie du parlement, une économie libérale et le droit de vote aux détenteurs de titres de propriété. Sous la pression des circonstances – la montée du protectionnisme américain –, il avait laissé de côté l'économie libérale sans trop de regret évident et avait introduit un tarif protecteur qui a autant enrichi l'État que les coffres du parti. Sa plus grande réalisation a été d'étendre le droit de vote aux détenteurs de propriété à l'échelle de la nation en 1885.

Les politiciens canadiens ambitieux ont appris une leçon durable des arguments de Macdonald contre la politique identitaire. Alors que ses rivaux Grit et libéraux avaient tendance à rallier leurs partisans par leurs diatribes anti-catholiques et

anti-françaises, Macdonald a été capable d'obtenir le soutien des Canadiens français en mitigeant continuellement de telles diatribes. En 1856, dans sa désormais fameuse lettre à l'éditeur de la *Gazette* de Montréal, il a sévèrement réprimandé les anglo-protestants de Montréal, en les avisant d'arrêter de se sentir si supérieurs et d'arrêter de se comporter comme les dirigeants anglo-protestants de l'Irlande du Nord. Les élites anglophones de Montréal devaient, selon lui, faire un effort pour plaire aux électeurs Canadiens français qui représentaient, après tout, la majorité dans cette région. «Méfiez-vous, les avait-il prévenus, ou ils pourraient remarquer qui tient véritablement le pouvoir dans cette situation.» Ce déséquilibre a diminué au cours des années suivantes alors que Macdonald, par son alliance avec des politiciens canadiens-français, notamment George-Etienne Cartier et Hector Langevin, allouait de substantiels fonds publics au Québec. Mais même Macdonald ne pouvait pas complètement éviter les questions identitaires. Macdonald ne pouvait pas se débarrasser de l'Ordre d'Orange, un groupe protestant et belliqueux, qu'il réprimandait souvent. Les diverses communautés ethniques et religieuses étaient représentées jusque dans les plus hauts niveaux du gouvernement de Macdonald, à la condition que leurs représentants modèrent leurs exigences. La politique canadienne était profondément imprégnée par des ressentiments de nature ethnique et religieuse, mais ces ressentiments ont rarement muté en de violents conflits ouverts. Toute une vie passée à réprimander a contribué, à long terme, à maintenir le calme au Canada.

Macdonald était, à bien des égards, un homme beaucoup plus du 18<sup>e</sup> que du 19<sup>e</sup> siècle en raison de la méfiance qu'il ressentait envers le nationalisme populaire. Il a résisté aux projets d'édification de la nation (*nation building*) violents, que ce soit avec ou sans l'appui de structures de légitimation coloniales, nationales ou impériales. Il n'aimait pas accorder son soutien aux armées impériales et insistait sur le fait qu'il avait contribué à l'effort militaire en construisant un chemin de fer transcontinental. Il n'aimait pas non plus donner des ordres aux troupes locales, bien qu'il devait le faire. Son nouveau gouvernement fédéral s'est à peine penché sur la création de mécanismes fédéraux pour l'application de la loi, et lorsqu'il l'a fait, c'était seulement après-coup. Au début, Macdonald avait une vision politique remarquablement non violente de la nation, même si évidemment celle-ci n'a pas eu une très longue vie. Au moment de la première insurrection de Riel, il avait envoyé des troupes britanniques à la rivière Rouge, mais il avait réussi à négocier une solution pacifique à cette crise. «C'est une très longue route», avait fait remarquer un lieutenant, «pour venir jouer *God Save the Queen*.»<sup>2</sup> Peu de temps après, un corps de police quasi militaire national a été créé afin de voir au maintien de la paix dans l'Ouest du Canada. Et quand Riel a mené une seconde insurrection violente en 1885, Macdonald a été forcé de choisir entre l'Ordre d'Orange de l'Ontario et les Canadiens français du Québec, il choisit l'Ordre d'Orange. À cette époque, Macdonald perdait du terrain auprès de la population canadienne-française : Cartier était mort et Hector Langevin semblait

vouloir se rallier un soutien en incitant plutôt qu'en réprimant les débordements violents. Vers la fin de 1885, alors que la population attendait anxieusement de connaître le sort de Riel, les journaux de Montréal, sous l'influence de Langevin, sont venus dangereusement près d'exhorter le peuple à s'insurger contre un maire libéral qui tentait de contenir une épidémie de variole dévastatrice en imposant l'isolement obligatoire et la vaccination. Dans un tel climat, l'alliance modérée et modératrice entre les Français et les Anglais s'est écroulée.

Le projet de gouvernance de Macdonald avait toujours en son centre non pas l'identité, mais la propriété. Ce que Churchill disait de la démocratie, Macdonald aurait pu le dire de la propriété : elle était la pire façon de gouverner, exception faite de toute autre forme. Lorsque les propriétaires sont privilégiés, les chances sont meilleures d'éviter le genre de démagogie ethnique et religieuse que Macdonald accusait son vieil ennemi, George Brown, de déclencher dans le *Globe*. Macdonald avait réalisé qu'un système basé sur la propriété allait relativement facilement se faire accepter étant donné que la plupart des ménages possédaient suffisamment de propriétés pour profiter du droit de vote au Canada à l'époque où il entra en politique. Accéder à la propriété était relativement plus facile et coûtait moins cher qu'en Grande-Bretagne; quarante shillings permettait d'acquérir une pleine propriété, ainsi une proportion beaucoup plus large que les 3% qui se sont présentés aux élections britanniques nationales à l'époque allait désormais pouvoir voter.. Ainsi Macdonald



a pu rallier une plus grande part de la population et construire sa nouvelle constitution autour de l'intérêt transcontinental envers le développement économique et la prospérité. Assurément, tout le monde, indépendamment de leurs origines, souhaitait le développement économique et la prospérité. L'AANB, par conséquent, avait délégué les questions sociales — par exemple l'éducation, la religion, et les enjeux identitaires — aux gouvernements locaux afin que le gouvernement fédéral puisse se concentrer sur le développement économique.

Mais, alors que le siècle avançait, un nombre croissant d'individus ne détenant pas de propriétés, dont un prolétariat urbain grandissant, les femmes et les minorités racialisées, telles que les immigrants chinois, les Métis et les « Indiens » inscrits, commençaient à considérer cette politique basée sur la propriété comme étant quelque chose de néfaste et de coercitif, pour ne pas dire ouvertement violent. Ces personnes se sont fait plus ou moins écarter du projet de prospérité nationale et ils en ont subi les conséquences à divers degrés. À Montréal, par exemple, la mortalité infantile et la variole ont durement frappé les populations urbaines pauvres et ces taux de mortalité démontrent très clairement que la mort a été fortement associée à une religion et une origine ethnique particulière. Doué pour tempérer les tensions ethniques, Macdonald avait été beaucoup moins habile à mitiger les tensions socio-économiques. Macdonald pouvait affirmer être capable d'amadouer efficacement une partie de la population en distribuant des tas d'argent à des hommes d'affaires, mais il n'était pas en

mesure d'amadouer l'autre partie, et ceci devenait particulièrement évident alors que les critiques gauchistes de son gouvernement libéral-conservateur ont commencé à gagner de plus en plus de terrain à travers le pays. La grande popularité que les Chevaliers du Travail — une coalition radicale de travailleurs qualifiés et non qualifiés — ont connue dans les années 1880 avait grandement confondu Macdonald. Une Commission royale d'enquête sur le capital et le travail a été créée en 1886 comme solution temporaire, mais elle avait soulevé plus de préoccupations qu'elle n'a été en mesure de résoudre. Même alors que la popularité des Chevaliers commençait à diminuer, le peuple continuait de s'intéresser aux organisations politiques peu orthodoxes — allant des partis socialistes aux associations d'agriculteurs aux clubs dédiés aux réformes fiscales. De fortes allégeances religieuses et ethniques au sein de certaines de ces organisations avaient réussi à remettre de vieux ressentiments dans l'arène politique fédérale. Les premiers ministres provinciaux articulaient leurs campagnes autour de ces griefs et lorsque Macdonald brandissait son droit de veto fédéral, ces premiers ministres avaient appris à amener leurs plaintes devant le comité judiciaire du Conseil privé, la plus haute cour d'appel, où ils gagnaient souvent leurs causes.

Quant aux tentatives de Macdonald d'améliorer les conditions de vie des peuples autochtones par l'émancipation et la civilisation, elles se sont détériorées en une parodie de paternalisme. La continuelle résistance à laquelle ils étaient confrontés avait mené les fonctionnaires du ministère des

Affaires indiennes à renforcer plutôt que réduire le déséquilibre du pouvoir entre eux et les « Indiens ». Le résultat était prévisible compte tenu de la sorte de théories politiques classiques que Macdonald avait habituellement tendance à soutenir. Il s'est avéré que le pouvoir corrompt. Macdonald aurait dû faire preuve d'un meilleur jugement. Mais il ne savait tout simplement pas comment composer avec la pauvreté et cette limite avait alimenté de nouveau les critiques radicales de la façon de gouverner de Macdonald. Alors que de nouveaux types de chercheurs sociaux ont commencé à émerger au sein des départements universitaires, des organisations philanthropiques et des emplois provinciaux et municipaux, ils ont commencé à tenter d'élaborer un large éventail de perspectives et de recours pour résoudre le problème

de la pauvreté. Dans le pire des cas, ils ont associé la pauvreté à une identité biologique, inaugurant une nouvelle forme de racisme au début du 20<sup>e</sup> siècle au Canada. Dans un tel monde, la formule classique de gouvernance du milieu de l'époque victorienne de Macdonald était conçue pour avantager la prospérité et les individus qui en bénéficiaient, et ne pouvaient être qu'anachronique. ❁

#### NOTES

- <sup>1</sup> Donald Creighton et P.B. Waite, *John A. Macdonald, The Young Politician, The Old Chieftain* (Toronto : UTP, 1998): 97.
- <sup>2</sup> John Herd Thompson et Stephen J. Randall, *Canada and the United States : Ambivalent Allies* (University of Georgia Press, 2010): 46.



# LE SUCCÈS DURABLE DE MACDONALD AU QUÉBEC

**PATRICE DUTIL** est un auteur, commentateur et militant occasionnel. La plupart du temps, il est un professeur dans le Département de politique et d'administration publique à l'Université Ryerson et ce depuis août 2006. Durant la deuxième moitié de 2013 il était chercheur invité à Massey College (Université de Toronto) et il a passé l'hiver 2014 à titre de professeur invité à l'école de politique publique de l'Université George Masson (en Virginie). Ses principaux intérêts de recherche sont le leadership dans la politique et dans le secteur public, le processus de développement politique, et l'étude des élections. Il écrit sur divers aspects de l'institutionnalisme et de l'élaboration des politiques publiques.

La relation de Macdonald avec le Québec a toujours été quelque peu énigmatique. On peut facilement considérer son soutien inébranlable pour la Confédération et son dévouement constitutionnel à «promouvoir les intérêts de l'Empire britannique» comme rien de moins qu'une projection de la vision assimilationniste de Lord Durham pour le Canada français.<sup>1</sup> Ceci aurait pu être pour lui un handicap politique en 1867. On a longtemps pensé qu'il était dépendant de George-Étienne Cartier, de ses idées et de son soutien. En effet, il avait été complètement sidéré à la mort de son ami en 1873, alors que le gouvernement s'écroulait sous le poids écrasant de preuves pointant à la corruption. Douze ans plus tard, Macdonald était à nouveau considéré comme étant particulièrement vulnérable suivant la pendaison de Louis Riel à la fin de 1885. Non moins, les Québécois ont quitté le pays en masse pendant son mandat; entre 20% et 30% de la population a quitté pour trouver du travail, la plupart aux États Unis. Déjà 400 000 d'entre eux s'étaient établis en Nouvelle-Angleterre au milieu des années 1870.<sup>2</sup> Tenant Macdonald et son gouvernement pour responsables de la mauvaise gestion économique, les gens ont voté avec leurs pieds plutôt qu'avec leurs bulletins de vote. Enfin, Macdonald ne parlait pas français et a très peu fait campagne au Québec. Environ 20% de la population du Québec durant cette période était anglophone.

Et pourtant, Macdonald est demeuré populaire au Québec de 1867 jusqu'à sa mort en 1891. Il a fait face à l'électorat sept fois, a remporté une majorité de sièges à cinq reprises (les exceptions sont la débâcle de 1874 et l'émergence de Wilfrid Laurier en 1891) et le vote populaire dans la province à chaque occasion. En fait, Macdonald s'est avéré être généralement beaucoup plus aligné avec les idées et les attitudes de ses contemporains québécois qu'on ne le croit. Il a toujours été plus populaire au Québec qu'en Ontario (c'est seulement lors de l'élection de 1887 que le vote populaire en sa faveur en Ontario fut plus élevé qu'au Québec), et son soutien dans la province s'est avéré beaucoup moins volatile que dans le reste du pays.

Comment a-t-il fait?<sup>3</sup> Politiquement, Macdonald était adroit. Son message protectionniste a clairement résonné, au moins pour ceux qui sont restés. Il a évité les intrusions dans les affaires de la province. Il n'a refusé que quatre lois de la législature du Québec (comparativement à sept en Ontario, treize en Colombie-Britannique et dix-huit au Manitoba!) et n'est intervenu ouvertement qu'une seule fois dans la politique provinciale. Il l'a fait en 1879 par la suppression d'un lieutenant-gouverneur libéral partisan de telle sorte que, à son tour, le gouvernement libéral controversé puisse être rejeté. Son respect pour le Canada français, en contraste avec l'attitude antifrançaise de George Brown, lui a valu un soutien constant à la fois au niveau local et provincial. Il semble que son gouvernement plutôt efficace était plus que suffisant pour une pluralité d'électeurs relativement aux libéraux dirigés par Alexander Mackenzie, Edward Blake et même

Wilfrid Laurier. Macdonald s'est brillamment lié avec un groupe intéressant de leaders d'opinion politiques clé, d'entrepreneurs politiques locaux et, non le moindre, l'Église catholique, une institution pour laquelle il n'avait aucun intérêt et n'avait aucune relation. Sans surprise à la lumière de cette popularité particulière, les éloges de Macdonald à la Chambre des communes ont été récités par deux Québécois francophones, son ami Hector Langevin et son adversaire, Wilfrid Laurier.

Comment ce succès s'est-il exprimé? Un examen attentif des résultats électoraux très détaillés au Québec fournis par le Parlement du Canada offre quelques indices.<sup>4</sup>

En partie, Macdonald a été chanceux avec les adversaires qu'il a dû affronter. En 1867, la question soumise au peuple était la Confédération elle-même. L'opposition en état de choc composée de libéraux essentiellement anonymes fut officiellement dirigée par Brown, un homme qui détestait le Canada français. Dans cette première élection, 14 conservateurs ont été élus par acclamation tout comme cinq libéraux conservateurs, près d'un tiers des 65 sièges, tandis que les libéraux ont été acclamés dans seulement quatre circonscriptions. Le parti conservateur de Macdonald a remporté 37 des 65 sièges de la province et 29% des voix tandis que les libéraux-conservateurs ont remporté 11 sièges et 12,1% des voix, pour un total combiné de 48 sièges et 41,1% des voix. Le Parti libéral, en revanche, n'a remporté que 17 sièges et 28% du vote. Leur chef présumé, Antoine-Aimé Dorion, a remporté





Hochelaga, le vaste quartier qui englobe la partie est de l'île de Montréal, mais seulement une poignée de votes le séparait d'un candidat très peu connu. La coalition des conservateurs et des libéraux a raflé tous les sièges de la province, dissimulant le fait que 31,8% des votes fut distribué parmi une grande variété de candidats indépendants, sans qu'aucun ne soit effectivement élu. Le soutien pour les candidats non affiliés faisait partie d'une tendance nationale à l'époque : les électeurs ontariens ont donné 37,6% des voix à plusieurs indépendants, le Nouveau-Brunswick 39,3% et 24,4% en Nouvelle-Écosse.<sup>5</sup>

Faisant face à une opposition plus difficile avec l'équipe informelle de Blake (qui a été premier ministre de l'Ontario) et de Mackenzie en 1872, Macdonald a souligné les énormes réalisations de son premier mandat et a demandé plus de temps aux électeurs pour terminer le travail de la Confédération. Tout comme en 1867, 19 circonscriptions furent incontestées au Québec — neuf sont allées aux conservateurs, cinq aux libéraux-conservateurs et cinq aux libéraux. Pour le reste, la campagne au Québec s'est concentrée sur la position de neutralité de Macdonald en regard au retrait du financement des écoles catholiques du Nouveau-Brunswick. Cette question a enflammé les ultramontains de plus en plus influents et le leadership de plus en plus confiant du Parti libéral de Louis-Amable Jetté, lequel l'avait rebaptisé le Parti national. Jetté a fait campagne contre Cartier lui-même dans l'est de Montréal et a remporté le siège. La coalition de Macdonald, composée de conservateurs, de libéraux

conservateurs et d'un conservateur indépendant (dans la circonscription de Beauharnois, qui a élu un «indépendant» conservateur ou un conservateur dans six des sept élections) a tout de même remporté 38 sièges et a augmenté sa part du vote à 44,3%, même si elle a perdu 10 sièges, et plus particulièrement à Montréal et le long de la rive sud du Saint-Laurent. Comme dans la première élection nationale, près d'un électeur sur quatre a exprimé son soutien pour des candidats indépendants locaux (dans cette dernière élection avant que le scrutin secret ne soit introduit en 1874).

L'onde de choc du scandale du Pacifique a secoué le parti de Macdonald au Québec dans la débâcle de 1874. Faisant face à un Parti libéral uni beaucoup plus fort sous Mackenzie et Dorion, et privé de l'aide de Cartier, le vote de Macdonald s'est effondré au Québec. Ses conservateurs/libéraux-conservateurs ont encore remporté 14 circonscriptions par acclamation, mais les libéraux ont triplé leurs victoires par acclamation et ont remporté 16 sièges. Dans les circonscriptions contestées, la coalition de Macdonald a recueilli 38,1% des voix, une baisse de plus de 20%, et seulement 29 sièges. Ce résultat désastreux, tout de même, était comparable au résultat des libéraux. Ceux-ci ont recueilli 36,7% du vote, mais ont remporté 36 sièges, plus que les conservateurs pour la première fois. Plus de 25% des électeurs du Québec ont une fois de plus choisi une grande variété d'indépendants.

Macdonald a fait son grand retour en 1878, capturant 48 sièges et 50,9% des voix, tandis que les libéraux ont chuté à 17 sièges et 21,2% des voix. Bien que le nombre de voix pour des candidats indépendants a continué à baisser ailleurs au Canada, il a de nouveau grimpé au Québec, atteignant plus de 27% des votes. En d'autres termes, plus d'un quart de la population en mesure de voter ne pouvait pas s'engager à soutenir un parti. La coalition de Macdonald a remporté seulement trois circonscriptions par acclamation, tandis que les libéraux en ont remporté une seule de cette manière, un autre changement radical dans la politique québécoise. Tout de même, les gains ont été impressionnants puisque les électeurs québécois ont manifesté leur mécontentement face au gouvernement Mackenzie et ont triplé leur soutien pour la proposition de politique nationale de Macdonald. L'équipe provinciale de Macdonald était maintenant dirigée par Langevin (qui a perdu son siège, ironiquement, et aurait eu à se présenter à une élection pour retourner au Cabinet) et Israël Tarte, l'organisateur par excellence.

La popularité du gouvernement Macdonald s'est poursuivie en 1882, et pas moins de 16 de ses collègues ont été élus par acclamation à la Chambre des communes. Les libéraux ont remporté seulement un siège de cette manière. Ailleurs dans la province, les conservateurs ont obtenu de meilleurs résultats que l'opposition dirigée par Blake. La coalition de conservateurs, libéraux conservateurs, conservateurs nationalistes et conservateurs indépendants de Macdonald a augmenté son emprise

avec 52 sièges et 50,3% des voix. Enfin, le support pour les candidats sans parti au Québec commençait à éroder, se traduisant par un plus grand soutien pour Macdonald. Les libéraux ont perdu trois sièges et leur part du vote populaire a chuté à 24,1% — près de 4% de moins que le vote pour les candidats sans parti. C'était, pour eux, leur défaite la plus humiliante de l'ère Macdonald.

La popularité de Macdonald avait le vent dans les voiles lorsque les troubles de l'insurrection dans l'ouest en 1885 et la pendaison de Louis Riel en novembre ont menacé de détruire son nom au Québec. Le moment aurait difficilement pu être pire pour le gouvernement, mais Macdonald a lancé une élection qui aurait lieu quinze mois après l'exécution de Riel.

Faisant face à Blake à nouveau, Macdonald s'attendait à des résultats désastreux au Québec en février 1887, et ce fut le cas en termes de sièges puisqu'il a perdu 16 des 52 sièges (23 sièges ont été remportés par les conservateurs, huit par les libéraux-conservateurs et deux par les conservateurs indépendants, pour un total de 36). Trois libéraux ont été acclamés, tandis que trois sièges de conservateurs ont été remportés sans être contestés. Pour le reste, c'était la proportion du vote populaire remportée par la coalition de Macdonald qui fut remarquable : 50,1%, une toute petite différence goutte par rapport au résultat de 1882! Tout de même, les gains des libéraux ne pouvaient pas être ignorés. Blake, et Laurier qui prenait de plus en plus de place dans le leadership du parti libéral, a plus que doublé le vote





libéral, lequel a grimpé à 41,5%, et a pratiquement anéanti le vote indépendant. Macdonald a perdu le nombre de sièges auquel il aurait pu s'attendre (bien qu'il ait tout de même gagné dans l'ensemble), mais sa domination du vote populaire doit avoir surpris tout le monde, lui compris.

La résilience remarquable de Macdonald fut confirmée quatre ans plus tard, en 1891, lors de sa dernière élection. Une fois de plus, l'élection se tourna vers la politique nationale et l'alternative libérale d'une forme plus libre-échangiste des échanges commerciaux avec le monde extérieur. C'était la dernière campagne de Macdonald, une course sous la bannière de « The Old Flag, The Old Policy, the Old Leader », Macdonald rappelant à ses électeurs québécois qu'il menait une campagne en faveur de l'empire, sur une plateforme économique qui n'avait guère apporté la prospérité au territoire. Quelque peu blessé par les allégations de corruption autour de Langevin et Thomas McGreevy, Macdonald confrontait aussi Laurier, un natif de Québec, comme leader de l'opposition. Honoré Mercier, premier ministre du Québec et chef du Parti nationaliste, a également fait campagne contre les conservateurs. La situation était aggravée par le fait qu'un des députés de l'Ontario les plus prometteurs de Macdonald, D'Alton McCarthy, était à la tête d'une croisade antifrançaise. Le vieillissant Macdonald ne pouvait pas organiser une grande campagne au Québec, et les conservateurs ont perdu six sièges supplémentaires en conséquence. Avant que les votes ne soient comptés, un conservateur avait été acclamé, et Langevin et McGreevy avaient été réélus. Lorsque

les voix attribuées aux différents indépendants « conservateurs » furent comptées, Macdonald avait rassemblé, incroyablement, 49,1% du vote, c'est-à-dire une perte d'1% par rapport au résultat de 1887. Les libéraux ont remporté 33 sièges — trois de plus que Macdonald — et avaient finalement mis la main sur la forteresse de Québec, non pas parce que plus de gens avaient soutenu le parti, mais parce que le vote avait été distribué plus efficacement.<sup>6</sup>

Macdonald a réussi à attirer de solides candidats, même s'ils étaient parfois ternes, et il a rarement perdu un membre du cabinet du Québec dans une élection générale. Cartier, certainement, était au plus haut rang, mettant ses amis au service de la cause conservatrice. Cartier a cimenté une base solide au Québec qui a permis à Macdonald et à son administration de se présenter comme étant sympathiques à la réalité du Québec. Le premier cabinet contenait trois Canadiens français (tous du Québec) : Cartier (Milice et Défense), Hector-Louis Langevin (Affaires indiennes, puis Travaux publics) et Jean-Charles Chapais (Agriculture et Statistique, puis Receveur général). D'autres allaient rejoindre Macdonald au sein de son cabinet pendant son mandat, avec divers degrés de succès, dont deux anciens premiers ministres du Québec, Joseph-Alfred Mousseau et Adolphe Chapleau, et d'autres comme Theodore Robitaille, Louis F.G. Baby, Rodrigue Masson, Adolphe Caron.

Au cœur du Carré Dominion au centre-ville de Montréal, un monument à la mémoire de John A. Macdonald se dresse fièrement depuis 110 ans. Il a

été financé par les citoyens locaux et dévoilé par le gouverneur général le 6 juin 1895. Il représente encore aujourd'hui la commémoration la plus élaborée de Macdonald : habillé comme Chevalier de l'Ordre du Bain, il se tient sous un baldaquin de pierre surmonté d'une figure féminine portant une corne d'abondance (représentant le Canada). Les gens se demandent sans doute pourquoi un tel monument imposant se dresse au cœur de la deuxième plus grande ville francophone au monde ; il se dresse comme un rappel éloquent de la popularité de l'homme au Québec en son temps. ♣

#### NOTES

- <sup>1</sup> *Loi constitutionnelle, 1867*, préambule.
- <sup>2</sup> Chambre des communes, *Débats*, 1<sup>er</sup> mai 1888, colonne 1096.
- <sup>3</sup> Cette question n'a pas été abordée. Les élections fédérales au Québec de 1867 à 1891 sont mentionnées en passant dans la monographie d'Arthur Silver, *The French Canadian Idea of Confederation, 1864-1900* (Toronto : University of Toronto Press, 1982) et celle de Ramsay Cook, *The Maple Leaf Forever* (Toronto : Macmillan, 1971), en particulier le chapitre 5. Les métatraitements ne donnent pas au Québec une attention particulière. Voir John Duffy, *Fights of our Lives* (Toronto : HarperCollins, 2002) et Lawrence Leduc, Jon Pammett, Judith McKenzie & André Turcotte, *Dynasties and Interludes : Past and Present in Canadian Electoral Politics* (Toronto : Dundurn, 2010).

<sup>4</sup> Les statistiques utilisées dans cette étude sont tirées du site web du Parlement du Canada "History of Federal Ridings Since 1867" : <http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/FederalRidingsHistory/HFER.asp>. Ces résultats sont beaucoup plus détaillés que les chiffres couramment utilisés fournis par J. Murray Beck, *Pendulum of Power : Canada's Federal Elections* (Toronto : Prentice-Hall du Canada, 1968).

<sup>5</sup> Très peu a été écrit à propos de l'élection 1867 au Québec. Marcel Bellavance souligne le niveau élevé d'abstention, mais néglige le niveau élevé de soutien pour les « indépendants » dans son étude de l'élection 1867 au Québec. Voir *Le Québec et la confédération : un choix libre ? Le clergé et la constitution de 1867* (Sillery, Septentrion, 1992). Bellavance soutient que le clergé était fortement impliqué dans l'élection. Walter Ullman avance un point de vue opposé dans "The Quebec Bishops and Confederation", un article paru initialement dans le *Canadian Historical Review* en 1963 et réimprimé dans l'anthologie de Ramsay Cook (éd.) *Confederation* (Toronto : University of Toronto Press, 1967). La période est largement discutée dans Michel Brunet, « Les Canadiens français face à la confédération (1867-1966) », Michel Brunet, *Québec-Canada Anglais : deux itinéraires, un affrontement* (Montréal : Éditions HMH, 1969).

<sup>6</sup> La campagne est bien décrite dans Christopher Pennington, *The Destiny of Canada : Macdonald, Laurier and the Election of 1891* (Toronto : Allen Lane, 2011).





# UN HOMME EXTRAORDINAIRE ET IMPARFAIT, IMPOSSIBLE À IDÉALISER

**BARBARA MESSAMORE** est professeure à l'Université Fraser Valley, en Colombie-Britannique. Les intérêts de recherche de Dre Messamore touchent à l'histoire politique et constitutionnelle du Canada, au rôle des gouverneurs généraux du Canada, à la biographie historique et à l'histoire de la migration canadienne. Elle est actuellement rédactrice en chef du *Journal of Historical Biography*, une revue internationale évaluée par des pairs qui se consacre à l'étude de tous les aspects de la biographie historique.

Il y a quelques années, je me suis fait demander de prendre part à un exercice qui allait être publié dans la revue *Macleans* et qui consistait à évaluer les premiers ministres du Canada. «Manifestement corrompu» avait été le seul de mes commentaires à être publié à propos de John A. Macdonald<sup>1</sup>. Que Macdonald ait été manifestement corrompu est indéniable, mais il a également été tellement plus.

Comment est-ce que Macdonald a réussi à dominer la vie politique canadienne jusqu'à sa mort lorsqu'il était encore en fonction en 1891? Il est tentant d'idéaliser les «hommes d'État» du passé, contrairement aux «politiciens» d'aujourd'hui, et de nous défaire de nos facultés critiques lorsque nous voyageons dans le temps. Malgré ce que nous imaginons parfois, Macdonald n'a pas vécu et réussi à prospérer grâce à la force de ses convictions d'acier et de sa clairvoyance. C'est plutôt les mêmes qualités que nous sommes enclins à déplorer chez nos politiciens contemporains – un pragmatisme agile et un don particulier pour les déclarations vagues – qui sont responsable de sa longévité. Macdonald n'a pas été plus habile à façonner audacieusement les événements à sa volonté que ne le sont les hommes politiques contemporains; les mêmes types d'obstacles se trouvaient sur son chemin. Mais il avait été un maître de ce qu'Otto von Bismarck avait appelé «l'art du possible».

Il était rusé, dévoilant très rarement son jeu. Et l'élément qui a été le plus déterminant de son succès est le plus difficile à quantifier. Macdonald avait un don pour établir des amitiés, une qualité humaine extrêmement attirante et qui était très naturelle chez lui. Il savait se comporter avec les gens de tous les rangs; il était aussi agréablement sympathique avec des Duces qu'avec des tenanciers de bars. Même après tant d'années, ses lettres rayonnent de charme.

Les nombreux succès de Macdonald pourraient nous donner l'impression qu'il planifiait tout. Mais c'était son opportunisme qui a été l'élément le plus important de ses réussites. Il prenait ce qu'il pouvait obtenir aujourd'hui et remettait les détails au lendemain. Même selon ses dires, la Confédération «n'avait pas été le meilleur plan, mais le seul plan possible». Il aurait préféré une simple union des colonies de l'Amérique du Nord britannique, mais il se consolait avec l'idée que les gouvernements provinciaux allaient simplement dépérir naturellement avec le temps. «Ceci est tellement clair à mes yeux, c'est comme si cela s'était déjà produit», avait-il écrit dans une correspondance privée, «mais, bien sûr, c'est un point de vue qu'il ne faut pas exposer lorsque l'on discute de ce sujet au Bas-Canada [français].»<sup>2</sup>

La façon de faire de Macdonald devient très claire lorsque nous considérons la question prosaïque des droits douaniers. L'histoire a rendu la politique des tarifs douaniers de Macdonald plus cohérente qu'elle ne l'avait réellement été à l'époque. Aujourd'hui, nous pensons aux conservateurs de Macdonald comme à

des protectionnistes dévoués qui ont mis en place la Politique nationale afin de protéger les commerçants canadiens lors de la récession des années 1870. Mais la réalité n'avait pas été si simple.

Pour Macdonald, la Politique nationale protectionniste était un plan B. Au cours des négociations du traité de Washington 1871, la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis ont tenté de résoudre un certain nombre de questions non résolues. En tant que délégué canadien, Macdonald espérait arriver à rétablir une réciprocité, ou le libre-échange, avec les États-Unis, en utilisant l'accès à la pêche côtière du Canada en tant que levier politique. Mais les Américains n'ont pas été convaincus par Macdonald. Ils avaient connu d'importants déficits commerciaux sous l'ancien traité de réciprocité et le climat diplomatique était plutôt froid après la guerre civile. Certains Américains espéraient même que leur refus pourrait forcer le Canada à vouloir s'annexer aux États-Unis. Macdonald savait que les Britanniques désiraient avidement réparer leurs relations avec les Américains, et il avait reconnu qu'il pouvait exploiter cette occasion et ainsi obtenir une indemnisation des Britanniques pour avoir accepté de signer un traité décevant. Sa stratégie était machiavélique pour ce qui en est de sa conception, mais révèle de la bouffonnerie pour ce qui en est de son exécution.

Macdonald a tenté de convaincre les Britanniques que ses collègues de cabinet étaient intransigeants, refusant d'accepter les conditions du traité. Pour le prouver, il avait fourni des copies de



sa correspondance «privée» au gouverneur général, Lord Lisgar, avec la demande qu'il passe ces lettres au secrétaire d'État des colonies, Lord Kimberley. Mais Macdonald semble avoir gaffé en incluant une lettre qui exposait tout son stratagème. Durant les négociations de Washington, Macdonald avait écrit à son ministre des Finances, Francis Hincks, pour lui dire qu'il avait «élaboré un plan dans ma tête». Il avait écrit que si le cabinet suggérait ne pas ratifier le traité, la Grande-Bretagne «à cause de son désir d'éviter toutes causes possibles de conflit» allait «nous faire une offre généreuse. Nous pourrions perdre cet avantage si nous leur donnons trop vite l'impression de vouloir céder.» Lisgar avait docilement transmis la lettre à Kimberley, en y ajoutant un post-scriptum qui reflétait de sa perplexité : «Je ne peux pas imaginer que ce mot ait été écrit avec l'intention de se retrouver entre mes mains»<sup>3</sup>.

Kimberley avait été scandalisée par «l'esprit de supercherie»<sup>4</sup> de Macdonald, mais Lisgar l'avait néanmoins persuadé de fournir une garantie de prêt pour le chemin de fer en tant que compensation pour le Canada. Lisgar avait exhorté que les conservateurs allaient être confrontés à une rude bataille aux prochaines élections et qu'ils pourraient avoir de la difficulté avec les conditions du traité, bien qu'il ait admis que Macdonald devrait s'abstenir de manifester «tels comportements impudents» face au gouvernement impérial, comme il l'a fait avec ces «intrigants de la politique locale»<sup>5</sup>. Il avait admis en privé qu'«une part désagréable de ce qui se passe est que, j'en suis presque sûr, nous ne connaissons pas la véritable opinion de Sir J.A.M.... il a une nature

tellement changeante que l'on ne peut pas savoir ce qu'il pense d'un jour à l'autre»<sup>6</sup>.

Tel que l'avait prédit Lisgar, les conservateurs de Macdonald ont en effet connu plusieurs difficultés avant de gagner l'élection de 1872 à cause de la ratification du traité. Ils se sont accrochés au pouvoir par six sièges et une minuscule majorité du vote populaire – 49,9 % à 49,1 %<sup>7</sup>. La stratégie désespérée de Macdonald de gagner autant de voix que possible est revenue le hanter et en 1877, il allait être obligé de démissionner au milieu d'un scandale – mais plus à ce sujet dans un instant.

Le gouvernement libéral d'Alexander Mackenzie (1873-1878) a eu le malheur d'être au pouvoir durant une période de crise économique, leurs négociations prometteuses de libre-échange avec les Américains finissaient par échouer à l'étape de l'approbation du Sénat américain. Le ministre des Finances libéral Richard Cartwright avait candidement admis en 1877 qu'ils avaient autant d'influence sur les cycles économiques que «n'importe quel groupe de mouches sur une roue»<sup>8</sup>.

Les conservateurs de Macdonald avaient livré un message beaucoup plus optimiste qui leur a permis de remporter l'élection de 1878 : ils affirmaient que protéger les jeunes entreprises canadiennes – par la Politique nationale – permettrait un retour vers la prospérité. Lorsqu'il se trouvait dans l'opposition, Macdonald avait harcelé Mackenzie à propos de sa politique douanière, qu'il considérait comme inefficace. Macdonald avait prétendu que Mackenzie avait approuvé le libre-échange lors d'un discours

à Dundee, mais qu'il promettait de protéger les entreprises à Montréal : «Il était un défenseur du libre-échange lorsqu'il était en Écosse et un protectionniste» lorsqu'il se trouvait à Montréal<sup>9</sup>. Macdonald avait opté pour une métaphore pour décrire sa propre politique : si vous construisez un mur, dit-il, il va agir comme un barrage «qui sauvegarde l'eau d'un ruisseau jusqu'à ce que l'eau déborde sur le pays et fasse beaucoup de dommages. Mais si une quantité modérée de l'eau est autorisée à déborder du mur, «cette eau peut être utilisée pour fertiliser, pour construire» et à d'autres bonnes fins. «Tentez-vous de maudire la protection?» avait répliqué Mackenzie, irrité. Macdonald lui avait alors répondu qu'il ne devait pas jurer dans la Chambre des communes.<sup>10</sup>

Des années plus tard, Macdonald claironnait fièrement les succès du protectionnisme. Dans un discours qu'il avait donné à des ouvriers de Toronto en 1881, il avait félicité la foule d'avoir de plus beaux chapeaux et manteaux qu'avant l'élection de 1878, lorsque ceux-ci avaient des «cœurs lourds, et des poches et des garde-manger vides.» En tant qu'élu bien «nourri», il faisait remarquer qu'il «se trouvait également mieux après ces trois années de salaires». Il encourageait la foule à se méfier des promesses des libéraux, leur demandait d'insister pour qu'ils n'interfèrent pas avec le marché et de «doucement les éduquer à propos du libre-échange» et leur montrer les erreurs de raisonnement du protectionnisme. Il avait comparé le protectionnisme à l'expérience d'un agriculteur qui progressivement réduit la quantité de nourriture qu'il donne à son cheval afin d'ainsi



éliminer l'extravagance. L'agriculteur réussit à la fin à ne nourrir son cheval que d'une brindille, mais, malgré sa réussite, le cheval meurt<sup>11</sup>.

Malgré ses revendications ultérieures, le plan de Macdonald à propos de sa politique douanière était loin d'être transparent lorsqu'il est revenu au pouvoir en septembre 1878. Le cabinet de la Grande-Bretagne souhaitait être informé de la direction que le Canada allait prendre; en théorie, la Grande-Bretagne pouvait encore utiliser son droit de veto sur la mise en œuvre de mesures sur des droits différentiels affectant la mère patrie. Mais le gouverneur général avait de la difficulté à communiquer les intentions de Macdonald. Quelques mois après l'élection de 1878, le marquis de Lorne avait écrit en privé au secrétaire d'État des Colonies, Sir Michael Hicks-Beach, que Macdonald lui avait assuré que les «journaux anglais se trompaient complètement» s'ils croyaient que le Canada prévoyait implanter un droit de douane protecteur. «Ce serait un tarif de revenu.»<sup>12</sup> Même à la fin de février 1879, un mois avant la tombée du budget, Lorne a rapporté que, selon Macdonald, la politique concernait «uniquement un tarif de revenu»<sup>13</sup>. Le prédécesseur de Lorne, Lord Dufferin, qui avait assermenté la nouvelle administration de Macdonald juste avant son départ n'en était pas plus certain. Il avait admis que les propos de Macdonald «sur le sujet [du tarif] avaient été si délibérément vagues que je n'ai également pas été capable de connaître ses intentions»<sup>14</sup>. Macdonald avait promis de soumettre toutes propositions à propos des finances au gouvernement britannique à l'avance<sup>15</sup>, mais c'est uniquement la semaine même où le



budget devait être présenté à la Chambre que Lorne avait hâtivement télégraphié les propositions en Grande-Bretagne, ce qui n'avait pas donné assez de temps à une discussion véritable pour se produire<sup>16</sup>. Hicks-Beach avait admis en privé que tout veto britannique était en effet futile — «il serait inutile pour nous d'essayer»<sup>17</sup>. Macdonald choisissait rarement de confronter directement les autorités britanniques, et cela n'allait pas être la première fois qu'il allait gagner ses arguments grâce à sa procrastination et ses propos délibérément vagues.

Et qu'en est-il de son évidente corruption? Le moment le plus bas de la carrière politique de Macdonald a sans aucun doute été le Scandale du Pacifique qui a éclaté en avril 1873 : des révélations accablantes qui exposaient que, lors de la campagne électorale de 1872, les conservateurs avaient demandé des fonds à Sir Hugh Allan en échange de l'octroi du contrat de construction du chemin de fer en Colombie-Britannique. Au début de juillet 1873, le *Globe*, un journal libéral, avait publié les détails compromettants, y compris une note de l'allier de Macdonald au Québec, George-Etienne Cartier, en y dressant une liste des «exigences» monétaires attendues de chaque homme politique, y compris 35 000 dollars pour Macdonald lui-même. Dans ces télégrammes, Macdonald promettait à Allan de soutenir sa candidature pour les travaux de la RCR, mais il l'avertissait que « nous devons garder le silence à propos de toute cette affaire jusqu'à après les élections ». Dans un message particulièrement candide, Macdonald a indiqué que « je dois recevoir un autre dix milles. Ne me décevez pas ».

Pendant la campagne de 1872, Macdonald avait dû se dépêcher de rentrer à Kingston afin de se faire élire dans son propre comté. Avec le retrait de la garnison impériale, la ville était vidée et l'éminent marchand John Carruthers menait une populaire campagne libérale. Mais le retour de Macdonald dans sa ville natale ne lui avait pas donné coup de pouce qu'il espérait. Il avait amèrement et invraisemblablement accusé Carruthers d'un complot de grande envergure visant à gonfler le prix du carburant. Lorsque Carruthers a nié l'accusation, Macdonald l'a giflé et a essayé de l'attraper par la gorge. Selon les dires d'un journal local, il était évidemment «très excité» — une description que l'historien Ged Martin croit avoir été un euphémisme pour «ivre». Macdonald avait réussi à garder son siège par 131 voix.

George-Etienne Cartier, malgré ses efforts, a été défait à Montréal-Est, et a dû être parachuté dans un siège de Provencher, au Manitoba. Mais lorsque les détails du scandale du chemin de fer ont commencé à ressortir, Cartier, qui avait alors cinquante-huit ans, a succombé à la maladie de Bright alors qu'il se trouvait à Londres. Macdonald avait reçu le télégramme le matin du 20 mai 1873 et avait annoncé cette nouvelle à la Chambre des communes dans l'après-midi. Il s'était effondré en sanglots et fixait debout silencieusement le siège vide que Cartier avait occupé.

Il ne restait donc que Macdonald pour affronter la tempête qui avait tranquillement grandi au cours de l'été. Au début d'août, Macdonald s'est retrouvé à

Rivière-du-Loup suite à une escapade de soulon; ni ses amis ni ses ennemis ne savaient où il se trouvait. Le *Globe* avait spéculé qu'il s'était suicidé. Le Parlement devait reprendre ses travaux à la mi-août et le gouverneur général avait accepté une prorogation immédiate le 15 août, malgré une pétition signée par quatre-vingt-douze délégués. Macdonald avait espéré éviter une nouvelle session jusqu'en février 1874, mais Dufferin avait insisté sur une pause plus courte. Ainsi, la prorogation a seulement retardé l'inévitable, et quand la Chambre a entamé une nouvelle session le 23 octobre, il était devenu évident que Macdonald avait perdu un soutien crucial. Le 5 novembre, il a présenté sa démission au gouverneur général et a entrepris cinq années dans le désert de l'opposition.

Le Scandale du Pacifique est bien connu, mais Ged Martin a jeté de la lumière sur un épisode oublié qui est survenu plus tard et qui aurait pu terminer la longue carrière de Macdonald dans la disgrâce totale. Tout comme Cartier en 1873 a été épargné des conséquences du Scandale du Pacifique par sa mort, Macdonald a succombé à un AVC mortel en juin 1891 alors que de nouvelles révélations dévastatrices étaient à l'horizon. Ce que Martin nomme le scandale Bancroft a été «effacé» de l'histoire de vie de Macdonald.

La position précaire de Macdonald dans sa circonscription de Kingston avait été gagnée parce qu'il avait promis de construire une nouvelle cale sèche pour la ville qui recevait des offres concurrentielles en 1889. Mais peu de temps après le triomphe de Macdonald durant l'élection de 1891,



un comité parlementaire a entrepris des enquêtes sur Hector Langevin, ministre des Travaux publics, et sur l'entrepreneur et député Thomas McGreevy, tous deux responsables de corruption importante. Cette enquête menaçait de jeter de la lumière sur une histoire encore plus complexe qui était liée au scandale McGreevy : des questions gênantes faisaient surface à propos du soumissionnaire qui avait été retenu pour le projet de cale sèche de Kingston, un inconnu appelé Andrew C. Bancroft, dont la seule adresse était une boîte postale. Bancroft, selon Martin, avait été une invention, créé pour donner l'apparence de neutralité dans l'attribution du contrat de cale sèche alors que les vrais directeurs avaient des liens avec le bureau de Langevin. Les 1 891 enquêtes ont mis un terme à la carrière de Langevin – de même qu'à ses espoirs de succéder à Macdonald – et ont mené McGreevy, son frère et ses autres associés à passer du temps en prison.

Macdonald était-il au courant de cette fraude? Martin croit que oui. Le premier ministre portait une attention particulière à l'attribution de subventions, s'informant même des affiliations politiques de ceux qui fournissaient le bois de chauffage au pénitencier de Kingston. De plus, il est possible qu'il ait pris un intérêt particulier dans le projet de cale sèche puisqu'il avait de l'expérience en affaires avec les ports et les quais. À cinquante-huit ans, Macdonald avait survécu à la disgrâce du Scandale du Pacifique. Mais, en 1891, après une dure campagne électorale, le premier ministre de soixante-seize ans n'avait plus la résilience pour faire face à un nouveau scandale.



Lorsque nous considérons son histoire de plus près, il devient impossible d'idéaliser John A. Macdonald. Il a été un politicien qui a connu un grand succès, et, comme bien des idéalistes le découvrent, le succès à long terme exige souplesse et compromis. Macdonald avait trouvé des moyens d'aller de l'avant, de tirer avantage du possible même lorsque cela ne correspondait pas exactement à ce qu'il recherchait. Certains de ses compromis ont été d'ordre moral. Après des années en fonction et les habitudes apprises à cause de son association avec des initiés et des stratégestes du parti, Macdonald avait franchi la ligne entre l'endroit où il est acceptable de céder et où il ne l'est pas. Mais il est également impossible d'étudier Macdonald, de lire ses lettres, sans développer une certaine affection pour lui. Notre affection envers Macdonald ne dépend pas de sa perfection – ni même de son intégrité – et, même 200 ans après sa naissance, Macdonald gagne malgré tout notre admiration réticente. ❁

NOTES

- <sup>1</sup> Le magazine *Maclean's*, 10 juin 2011.
- <sup>2</sup> Tel que cité par Ged Martin, "Archival Evidence and John A. Macdonald Biography," *Journal of Historical Biography* 1 (Printemps 2007): 91.
- <sup>3</sup> Library and Archives Canada [LAC], Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley 11 May 1871, enclosure, Macdonald to Francis Hincks, n.d. and postscript by Lisgar. Il est ironique que les historiens ont ensuite blâmé Lisgar d'entraver les négociations diplomatiques de Macdonald parce qu'il avait donné les lettres privées de Macdonald à des fonctionnaires britanniques.

- <sup>4</sup> LAC, Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley 11 May 1871, enclosure, Macdonald to Francis Hincks, n.d., Minutes by Kimberley, 23 May 1871 ; Gladstone 25 mai 1871.
- <sup>5</sup> LAC, Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley, private, 17 août 1871.
- <sup>6</sup> Library and Archives Canada, 314 Kimberley Papers, 30 août 1871 Lisgar à Kimberley, en privée.
- <sup>7</sup> L'autre 1 % du vote populaire est aller aux « autres » candidats. Parlement du Canada, Résultats électoraux, 2<sup>e</sup> élection, automne 1872, <http://www.parl.gc.ca/parlinfo/Compilations/ElectionsAndRidings/ResultsParty.aspx?Season=0&Parliament=4190e40c-3fa8-409c-bab7-5a4008b89f47>.
- <sup>8</sup> Tel que cité par Ben Forster, "Alexander Mackenzie," *Dictionary of Canadian Biography*. [http://www.biographi.ca/en/bio/mackenzie\\_alexander\\_12E.html](http://www.biographi.ca/en/bio/mackenzie_alexander_12E.html).
- <sup>9</sup> John A. Macdonald, 7 mars 1876, *House of Commons Debates*, 3<sup>rd</sup> Parliament, Third Session, vol. 1, 495. [http://parl.canadiana.ca/view/oop.debates\\_HOC0303\\_03/536?r=0&s=2](http://parl.canadiana.ca/view/oop.debates_HOC0303_03/536?r=0&s=2).
- <sup>10</sup> Ibid.: 493.
- <sup>11</sup> John A. Macdonald, discours donné devant les Workingmen of Toronto, 30 mai 1881 <https://www.collectionscanada.gc.ca/primeministers/h4-4035-e.html>.
- <sup>12</sup> Lorne to Hicks-Beach, 3 December 1878, Lorne MS, A 717.
- <sup>13</sup> Lorne to Hicks-Beach, 8 février 1879, Lorne MS, A 717.
- <sup>14</sup> Dufferin to Lorne, 22 août 1878, LAC, Dufferin MS, A 416.
- <sup>15</sup> Hicks-Beach to Lorne, 31 décembre 1878, Lorne MS, A 717.
- <sup>16</sup> Lorne to Hicks-Beach, — [?] mars 1879, Lorne MS, A 717.
- <sup>17</sup> Hicks-Beach to Lorne, 11 février 1879, Lorne MS, A 717.

# MACDONALD : À SON ÉPOQUE ET À LA NÔTRE

**Dr. JAMES DASCHUK** est l'auteur de *Clearing the Plains : Disease, Politics of Starvation and the Loss of Aboriginal Life*, professeur adjoint à la faculté des études de kinésiologie et de santé à l'Université de Regina et chercheur au Saskatchewan Population Health and Evaluation Research Unit.

En 2015, alors que nous célébrons le bicentenaire de la naissance de John A. Macdonald, notre premier et plus important premier ministre est le centre d'une vive controverse sur le passé du Canada, mais aussi sur son présent. En tant qu'historien, je suis heureux de voir un tel débat sérieux durer si longtemps; il semble que nous accordons finalement l'importance qui leur revient à l'histoire du Canada et à la place de Macdonald à l'intérieur de celle-ci. Les deux côtés opposés du débat autour de l'héritage de Macdonald ont été le plus succinctement exposés dans le *Walrus* à l'aube de l'anniversaire de naissance de Macdonald en janvier 2015. D'une part, Stephen Marche a décrit notre premier premier ministre comme un ivrogne raciste corrompu méritant un « mépris mûrement réfléchi et soutenu »<sup>1</sup> de notre part. À l'autre extrémité du débat, le plus récent biographe de Macdonald, Richard Gwyn, a défendu son protagoniste en décrivant Sir John A. comme le « premier bouc émissaire du Canada » que plusieurs écrivains du 21<sup>e</sup> siècle utilisent afin de « détourner l'attention de nos propres échecs » en tant que nation<sup>2</sup>. Dans sa défense du « Père Demain », Gwyn défend avec pertinence son héros des accusations de corruption – tout le monde politique était corrompu à l'époque; d'alcoolisme – il avait été sobre durant la majeure partie de son mandat; et de racisme – son successeur libéral, Wilfrid Laurier, avait été pire envers les Chinois en augmentant la tristement célèbre taxe d'entrée de 500 %.

La question au cœur du débat sur l'héritage de Macdonald vise à savoir s'il avait été, pour reprendre la bonne vieille expression, un « homme de son temps » qui avait agi en accord avec les croyances et les attitudes prévalant à son époque,



ou s'il avait été exceptionnel, c'est-à-dire ses actions et ses opinions étaient en avance ou en retard sur son temps. Je dois admettre mon propre parti pris dans cette controverse; je suis sceptique à propos du désir d'attribuer le caractère d'une certaine époque à un seul individu. Le professeur Donald Smith a affirmé que «La biographie n'est pas l'histoire, le lien entre un écrivain et son personnage central est assez intense», et il n'est pas surprenant que les écrivains ressentent un enthousiasme important envers leurs sujets.<sup>3</sup> Je me méfie également de la tendance de vouloir interpréter les pensées ou les réflexions de personnages historiques tels que Macdonald. Mon conseiller d'études supérieures m'avait averti qu'étudier des idées seulement au niveau des idées est comme tenter de clouer du Jello à un mur.

Plutôt que de s'aventurer sur la terre molle des idées, les actions de Macdonald et l'héritage de ses politiques nous offrent des preuves tangibles qui peuvent être évaluées de façon sérieuse. On ne peut nier la longue ombre de son influence sur notre nation. Il est juste de la part de Gwyn de présenter Macdonald comme «celui qui nous a fait». Que nous serions tous les Américains sans lui, tel que Gwyn l'a suggéré, est de l'ordre de l'histoire contre-factuelle et de la spéculation. L'article suivant se concentre sur l'influence de Macdonald sur la relation entre l'État et ses populations autochtones, son legs le plus controversé. Dans une récente collection d'essais intitulée *Macdonald at 200*, l'historien J.R. Miller a écrit que suite à sa réélection de 1878, le premier ministre a également eu le plus long mandat en

tant que ministre des Affaires indiennes et «pour le meilleur ou pour le pire, Macdonald a été l'architecte de la politique canadienne sur les autochtones. La fondation que lui et son gouvernement ont établie allait demeurer largement inchangée jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle».<sup>4</sup> Les enjeux à propos des «Indiens» étaient une partie tellement centrale de son deuxième mandat que Macdonald les supervisait personnellement, ne confiant cet enjeu à personne jusqu'en 1888, seulement après la complétion du Canadien Pacifique; la côte ouest se faisait alors massivement coloniser et la population autochtone des Prairies ne faisait plus partie de la conscience canadienne.<sup>5</sup> Gwyn a écrit : «Après Macdonald, les premiers ministres canadiens ne se sont pas vraiment intéressés aux enjeux autochtones. Les livres d'histoire mentionnent à peine les actions des peuples autochtones pendant cette période. Nous avons réussi à les rendre invisibles».<sup>6</sup> À partir du moment où Macdonald n'a plus été responsable du ministère des Affaires indiennes à la fin des années 1880, cette position a été l'une des moins convoitées au cabinet, les ministres travaillant sur ce sujet n'acquérant aucune notoriété, à l'exception de certains fiascos occasionnels, tel que le soi-disant livre blanc écrit par Jean Chrétien durant les premières années de l'administration Trudeau.

Les universitaires et les biographes s'entendent pour dire que durant le mandat de Macdonald aux Affaires indiennes, les enjeux relatifs aux autochtones étaient un élément intégral, bien qu'implicite, de la colonisation de l'Ouest. Macdonald avait écrit à son

commissaire des Affaires indiennes, Edgar Dewdney, en 1881 que «Je n'ai pas l'intention d'abandonner ma position actuelle au ministère aussi longtemps que je resterai au gouvernement. Les affaires courantes peuvent être prises en charge par les chefs permanents, mais les questions autochtones, et le système d'octroi des terres, forment une si grande partie de la politique générale du gouvernement que je crois qu'il est nécessaire pour le premier ministre, quel qu'il soit, d'avoir ces enjeux dans ces propres mains».<sup>7</sup> Comme l'historien J.R. Miller a expliqué : «Si nous n'avions pas réussi à faire quelque chose avec les Indiens de l'Ouest, la colonisation n'aurait pas eu lieu, le chemin de fer n'aurait pas pu prospérer et l'avenir d'un Canada transcontinental aurait été en péril.»<sup>8</sup> Le chemin de fer allait bien sûr se faire compléter. L'avenir du Canada en tant que nation transcontinental a été accompli. On ne peut nier le succès du plan de Macdonald pour la colonisation blanche. En 1920, la population de la Saskatchewan a atteint un million de personnes, un nombre qui a seulement été dépassé après 2012. La question qui demeure au cœur de la controverse sur la place de Macdonald dans notre mémoire collective : Quel a été son «succès» dans le traitement qu'il a réservé aux Premières Nations de l'Ouest?

La première question à considérer sur sa relation avec la population autochtone est son opinion à propos de la race. Les éditeurs de *Macdonald at 200* étaient particulièrement diplomatique à cet égard : «Il était, comme la plupart des gens de son époque, profondément méfiant envers les

personnes qui n'avaient pas la même couleur de peau que lui».<sup>9</sup> L'article de Donald Smith dans *Macdonald at 200* a souligné la nature positive de sa relation avec les Premières nations de l'Est en notant qu'«Il n'y a pas de doutes que Macdonald avait le bien-être de l'individu autochtone à cœur, particulièrement celui qui désirait s'intégrer dans la société dominante.»<sup>10</sup> En cataloguant un certain nombre de bonnes relations qu'il a établies avec certains professionnels autochtones qui avaient reçu une éducation occidentale, tel que Oronhytekhwa (Dr. Peter Martin), le professeur Smith a généralisé à propos de «l'optimisme» de Macdonald qui avait confié sa vision d'une population autochtone intégrée dans le nouveau Canada au «ministère des Affaires indiennes, qui souffrait d'un manque de ressources financières et humaines, et aux missionnaires chrétiens qui étaient tout aussi mal financés». À la lumière des échecs de la politique sur les autochtones et du système de pensionnats, l'explication de Smith à propos de la vision optimiste de Macdonald semble déplacée : «Par esprit de justice envers notre premier ministre, nous n'avons pris connaissance de la lenteur à laquelle que les cultures évoluent que vers le milieu du 20<sup>e</sup> siècle. Le développement de la nouvelle discipline de l'anthropologie nous a aidés à mieux comprendre la force et la résilience des cultures autochtones d'Amérique du Nord».<sup>11</sup>

Le raisonnement du professeur Smith à propos d'un siècle de la politique sur les autochtones est discutable, mais sa recherche nous montre que Macdonald n'a pas été motivé que par des notions





simplistes de supériorité raciale. En effet, ses amitiés et ses interactions professionnelles avec des dirigeants autochtones de l'Est nous montrent « ce qui aurait pu être » à propos des enjeux touchant aux autochtones. Au lieu, Macdonald a pris une approche différente à l'Ouest, où il croyait « qu'on ne devrait pas juger le nomade sauvage du Nord-Ouest basé sur les normes de l'Indien de l'Ontario. »<sup>12</sup> À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, plus d'un siècle d'interactions et de relations s'était établi en Ontario, les deux sociétés ayant vécu à travers beaucoup d'expériences ensemble. En revanche, les Canadiens étaient considérés comme des envahisseurs à l'Ouest, même au cœur de la colonie de la rivière Rouge après à l'achat de la Terre de Rupert en 1870. La position agressive adoptée par le Canada envers l'Ouest a diminué durant les années où les conservateurs se sont retrouvés dans le désert politique après le Scandale du Pacifique.

À leur retour au pouvoir en 1878, le sort de Macdonald, de son parti et de l'économie de la nation entière dépendaient de l'achèvement rapide du chemin de fer vers le Pacifique. La population autochtone des plaines, ces nations qui avaient signé divers traités numérotés entre 1871 et 1877 et qui croyaient que le développement de la région n'allait se produire que dans plusieurs décennies, allait en venir à être considérée comme l'obstacle le plus important au succès de la Politique nationale. La signature des « traités numérotés » et la cession de terres qu'ils ont entraînées ont littéralement fourni la base légale pour la société agraire blanche qui ne tarda pas à dominer la région. En échange à l'accès à presque toutes les

terres à l'exception de minuscules îlots réservés par la Dominion pour les habitants originaux de la région (les réserves), le Canada a accepté de prendre une série d'obligations juridiques pour dédommager leurs partenaires de traités. Les traités n'ont pas été imposés à des communautés appauvries de l'Ouest. Les modifications apportées aux formulations originales des traités se sont produites suite à de sérieuses et parfois âpres négociations.

Lorsque le bison a disparu au printemps de 1878, l'équilibre du pouvoir entre les partenaires a été irrévocablement perdu. Presque du jour au lendemain, ces communautés dont la survie dépendaient de la chasse, et qui comptaient depuis des générations sur ces troupeaux, se sont retrouvés sans nourriture et nécessitant l'aide canadienne. Certains, comme le chef Beardy des Cris des plaines, avaient envisagé cette éventualité et avaient fait en sorte d'inscrire une promesse d'aide humanitaire dans le Traité n°6 :

Que dans le cas où par la suite les Indiens compris dans ce traité seraient visités par la peste ou par une disette générale, la Reine, lorsqu'elle aura reçu un certificat en bonne et due forme de Son agent ou de Ses agents pour les Affaires indiennes accordera tous et tels secours que Son surintendant en chef des Affaires indiennes croira nécessaires et suffisants pour les soulager du fléau qui aura fendu sur eux;<sup>13</sup>

Durant les premiers jours de la famine, lorsque les quelques autorités canadiennes de la région se démenaient pour trouver de la nourriture pour les individus qui mourraient de faim, la correspondance entourant la question laisse entrevoir une réelle préoccupation pour le bien-être de la population autochtone de la part de la Gendarmerie du Nord-Ouest. L'élection des conservateurs, à l'automne de 1878, a entraîné une nouvelle obligation pour lutter contre la famine. Cependant, la distribution alimentaire prit un tournant de plus en plus coercitif lorsque les rations vinrent à être utilisées non seulement comme façon de remédier à la famine, mais également comme moyen de contrôle. Un politicien de l'opposition a appelé les nouvelles mesures « une politique de soumission façonnée par une politique de la famine », où seuls ceux qui avaient signé le traité et qui s'étaient installés sur les réserves qui leur avaient été assignées se faisaient offrir de la nourriture. Durant la première année du retour des conservateurs au pouvoir, au moins quatre chefs ont installé leurs communautés sur les réserves près de Battleford en échange de nourriture.<sup>14</sup>

Au lieu d'honorer l'esprit dans lequel le traité a été signé, les autorités ont commencé à utiliser de plus en plus la nourriture comme un moyen de contrôler la population autochtone qui souffrait de malnutrition et qui devenait de plus en plus malade. Le 3 mai 1880, Macdonald a décrit la gestion du programme de rationnement à la Chambre des communes :

*Il est possible que, dans certains cas, les Indiens aient été nourris même s'ils ne se trouvaient pas dans une position extrême de faim et de famine, et j'ose dire, il y a eu des cas où la nourriture leur a été imposée; mais pour autant que je peux dire, les agents ont fait preuve d'une surveillance raisonnable sur l'approvisionnement alimentaire... en étant sévère, même avare, dans la distribution de nourriture et en exigeant des preuves absolues de faim avant d'attribuer des rations.<sup>15</sup>*

Deux ans plus tard, Macdonald a défendu ses officiers à propos des allégations que les dépenses d'aide pour les autochtones grandissaient sans surveillance adéquate :

*Pour ce qui en est du contrôle de la famine, la question doit être traitée sur place; mais toute la question doit être traitée par M. Dewdney, qui a à sa charge l'ensemble des réserves. C'est lorsque les Indiens souffrent de famine que nous les aidons, mais les portions ont été réduites à un demi et un quart de rations; mais quand ils se trouvent dans un état d'extrême pauvreté, nous ne pouvons pas les laisser mourir par manque de nourriture... J'ai des raisons qui me portent à croire que les agents dans leur ensemble, et je suis sûr que cela est le cas avec le commissaire, font tout ce qu'ils peuvent en refusant de les nourrir jusqu'au moment qu'ils sont affamés, pour réduire les dépenses.<sup>16</sup>*







Avant la fin de 1882, le dernier des chefs qui refusaient de signer les traités, Mistahi-maskwa, ou Big Bear, a mis son nom sur le Traité n° 6 en échange de nourriture pour son peuple qui mourrait de faim. Plus tôt, un médecin de la police avait signalé qu'« il serait en effet difficile d'exagérer leur extrême misère et le besoin dans lequel ils se trouvent ».<sup>17</sup> J.R. Miller a résumé l'expérience de Big Bear et des derniers résistants à la signature des traités comme ayant été « affamés au point de signer ».<sup>18</sup> En ne leur donnant de la nourriture qu'après la signature du traité et après leur relocalisation dans les réserves, le gouvernement a cruellement, mais certainement éliminé de façon efficace toute menace qui pouvait être posée à la construction du chemin de fer en concentrant les populations autochtones dans les collines Cyprès. Des milliers d'autochtones ont été contraints à signer le traité et à s'établir sur les réserves à cause de la famine, mais la situation de beaucoup d'individus a empiré lorsqu'ils se sont retrouvés sur les réserves. Les aliments destinés à remédier à la famine pourrissaient dans des entrepôts parce que les officiers du gouvernement ne distribuaient que de très maigres portions. Pire encore, toute perception de résistance ou même de questionnement de l'autorité au sein de la population de la réserve pouvait entraîner les officiers à refuser de distribuer des rations pour des communautés entières pendant aussi longtemps que huit jours.<sup>19</sup> Plus tard, Macdonald a ignoré les critiques qui ont été formulées par rapport à la distribution de la nourriture, ainsi que les allégations de collusion entre les fonctionnaires du ministère et les fournisseurs de produits alimentaires à propos de

la distribution d'aliments avariés. « Nous ne pouvons pas considérer ceci comme un manquement de notre part puisque les autochtones vivaient sur la charité du gouvernement... et comme va le vieil adage, la nécessité fait loi. »<sup>20</sup>

Le « succès » de Macdonald dans ses interactions avec les peuples autochtones de l'Ouest alors que la construction du chemin de fer battait son plein vers le Pacifique a été qu'il a su rapidement et définitivement subjugué les premiers habitants de la région, s'appropriant ainsi leurs terres pour le Canadien Pacifique et le flot d'immigrants qui allait déferler sur la région par la suite. Après 1885, pour reprendre l'image de Gwyn, les peuples autochtones sont devenus « invisibles ».<sup>21</sup> À la suite de la courte insurrection qui s'était produite en Saskatchewan, le Dominion est devenu particulièrement sévère envers les Premières nations de la région. Seulement trois semaines après la cérémonie marquant l'achèvement du CP, la pendaison de huit hommes autochtones à Battleford, la plus importante exécution dans l'histoire du Canada, a signalé que la marginalisation de la population autochtone était complète. Selon Edgar Dewdney, ces pendaisons devaient agir comme « spectacle public ». Pour le premier ministre, ces meurtres devaient « convaincre l'homme rouge que l'homme blanc gouverne ».<sup>22</sup> En peu de temps, l'intimidation a été institutionnalisée par une gamme de politiques draconiennes qui sont devenues tellement fortement ancrées qu'elles continuent à nous hanter en tant que nation aujourd'hui. Les pratiques religieuses traditionnelles, telles

que la danse du soleil et le Potlatch en Colombie-Britannique, ont été interdites jusqu'en 1951 lorsque les aspects les plus répressifs de la Loi sur les Indiens ont été abandonnés. Le tristement célèbre « système de passe », qui a été en place à partir de 1885 jusqu'en 1951, et que J.R. Miller appelle « extralégal », confinait les autochtones sur leurs réserves, compromettant ainsi leur mobilité, leurs possibilités économiques et leur quête de nourriture<sup>23</sup>. Les institutions de gouvernance des autochtones étaient une cible privilégiée par les autorités canadiennes; dans les mots du commissaire des Affaires Indiennes Hayter Reed : « Toutes les manières possibles sont utilisées pour détruire le système tribal ou communautaire ».<sup>24</sup> Tout petit progrès réalisé au cours de la conversion difficile vers l'agriculture a été détruit par l'implantation du système « d'agriculture paysanne » où la production commerciale a été convertie en agriculture de subsistance, institutionnalisant la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les réserves par l'utilisation du système de permis (les autochtones devaient demander une autorisation écrite à un employé du ministère des Affaires indiennes afin de vendre des produits cultivés sur la réserve).<sup>25</sup> Selon Miller, « Cette folie était officiellement justifiée par de la "science", ou tout ce qui passait pour tel à la fin du 19<sup>e</sup> siècle ».<sup>26</sup> Au cours des dernières années, nous en sommes venus à comprendre les implications du legs le plus tenace de Macdonald; la création d'un système d'écoles résidentielles à l'échelle nationale. Ces écoles ont été actives pendant plus de 100 ans et près de 150 000 enfants ont été enlevés à leurs foyers et placés dans des institutions dont l'objectif officiel était la

destruction de la langue et de l'identité autochtone. La violence subie par des générations d'enfants, dont le bien-être avait été de la responsabilité du gouvernement du Canada, est notre plus grande honte en tant que nation.

En tant que responsable des Affaires indiennes durant les dix premières et plus importantes années, le « succès » de Macdonald à ce poste a été l'élimination de la population autochtone des prairies qui était perçue comme une menace à l'établissement d'une société agraire blanche dans la région, mais aussi l'implémentation de mécanismes qui étaient si coercitifs que la population des réserves était essentiellement devenue « invisible » à nos ancêtres. Comme chef du ministère des Affaires indiennes, Macdonald n'a pas été motivée par un sens malavisé de bienveillance. Plutôt, l'agression subie par les communautés, les institutions et les individus autochtones de la part du Canada a été entreprise afin d'éviter le plus d'obstacles possible au développement de la population de colons. De récentes et sérieuses recherches commencent à interpréter l'agression de l'État sur les communautés autochtones comme une forme de génocide.<sup>27</sup>

Deux cents ans plus tard, nous devrions légitimement nous interroger sur l'héritage de Macdonald. Si, comme Richard Gwyn a affirmé : « Nous sommes aujourd'hui l'un des pays les plus prospères de la planète, que pratiquement toutes les études comparatives internationales nous situent à l'intérieur — ou très près de l'être — du top dix des pays ayant la meilleure la qualité de





la vie, de gouvernance et de possibilité de vivre paisiblement»<sup>28</sup>, comment pouvons-nous concilier le fait qu'en 2014 des indicateurs similaires utilisés pour les Canadiens autochtones les placent au 73<sup>e</sup> rang, à égalité avec les conditions de vie de la Roumanie? Comment pouvons-nous concilier notre idée de la décence fondamentale de la société canadienne avec ce genre d'iniquité, en particulier lorsque ces inégalités se concentrent autour de la race? La partie du Canada que Gwyn décrit avec fierté a été construite au détriment de la santé, du bien-être et même de la vie des premiers habitants du pays. Le plus tôt nous allons reconnaître collectivement ce fait, le plus tôt nous allons pouvoir nous débarrasser du fardeau du «succès» de la politique autochtone de Macdonald et nous allons pouvoir collectivement nous avancer vers une société véritablement mature. ♣

NOTES

- <sup>1</sup> Old Macdonald : Sir John A. was a racist, a colonialist, and a drunk. Why are we celebrating him? *The Walrus*, Jan.-Feb. 2015 <http://thewalrus.ca/old-macdonald/>.
- <sup>2</sup> Canada's First Scapegoat. *The Walrus*.
- <sup>3</sup> Donald Smith, communication personnelle, 19 octobre 2013 (courriel).
- <sup>4</sup> J.R. Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy." In Patrice Dutil and Roger Hall, eds. *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies* (Toronto : Dundurn, 2014): 311.
- <sup>5</sup> James Daschuk, *Clearing the Plains : Disease, Politics of Starvation and the Loss of Aboriginal Life* Regina : University of Regina Press, 2013.
- <sup>6</sup> "Canada's First Scapegoat."

- <sup>7</sup> Cité dans J.R. Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 323. Pour plus de renseignements sur la perspective selon laquelle l'assujettissement des populations autochtones a été un élément implicite et essentiel de la Politique nationale, voir Joyce Green, "Towards a Détente with History : Confronting Canada's Colonial Legacy." *International Journal of Canadian Studies* 12(1995): 85-105.
- <sup>8</sup> Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 324.
- <sup>9</sup> Patrice Dutil et Roger Hall, "Introduction : A Macdonald for Our Times." Dans Patrice Dutil et Roger Hall, eds. *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies*: 16.
- <sup>10</sup> Donald Smith, "Macdonald's Relationship with Aboriginal Peoples." Dans Patrice Dutil et Roger Hall, eds. *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies*: 76.
- <sup>11</sup> Smith, "Macdonald's Relationship with Aboriginal Peoples": 81.
- <sup>12</sup> Cité dans Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 324.
- <sup>13</sup> <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100028710/1100100028783>.
- <sup>14</sup> Daschuk, *Clearing the Plains*: 114.
- <sup>15</sup> Debats de la Chambre des communes, 4 mai 1880: 1942.
- <sup>16</sup> Debates of the House of Commons, April 27, 1882: 1186.
- <sup>17</sup> Hugh Dempsey, *Big Bear : The End of Freedom* (Vancouver : Douglas and McIntyre, 1984): 109.
- <sup>18</sup> Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 330.
- <sup>19</sup> Pour des exemples, voir le *Saskatchewan Herald*, 23 février 1884 et 31 mai 1884.
- <sup>20</sup> Daschuk, *Clearing the Plains*: 140.
- <sup>21</sup> "Canada's First Scapegoat."
- <sup>22</sup> Daschuk, *Clearing the Plains*: 156-157.
- <sup>23</sup> Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 331.

- <sup>24</sup> Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 329.
- <sup>25</sup> Voir Sarah Carter, *Lost Harvests : Prairie Indian Reserve Farmers and Government Policy* (Montreal : McGill-Queen's University Press 1990) et "Two Acres and A Cow : 'Peasant' Farming for the Indians of the Northwest, 1889-1897." *Canadian Historical Review* 70 (1989): 27-52.
- <sup>26</sup> Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 334.
- <sup>27</sup> Alex Woolford, Jeff Benvenuto, and Alexander Laban Hinton, Eds. *Colonial Genocide in Indigenous North America* (Durham : Duke University Press, 2014).
- <sup>28</sup> Gwyn, "Canada's First Scapegoat."

